



Le poutinisme : nouvelle forme de fascisme ?

• La **rébellion bolivienne** peut ouvrir la voie •

• **Andalousie** : Un pas en avant •

• **La guerre de 40 jours en Iran** : rivalités et catastrophe sociale •

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>



Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au-dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France

IMPRIMERIE

Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

juin 2026 n° 745



États-Unis

Kay Mann

Les actions du May Day posent les bases d'une mobilisation syndicale de masse **3**

Russie et fascisme

Enzo Traverso

Un post-fascisme si différent de ses prédécesseurs **6**

Ilya Budraitskis

Le poutinisme : une nouvelle forme de fascisme ? **10**

Sasha Fokina

Une fraude anticoloniale : le Kremlin en Afrique **18**



Iran

Sara Selami

La guerre de 40 jours : rivalités et catastrophe sociale **23**

Bolivie

Vladimir Mendoza Manjón

La rébellion bolivienne peut ouvrir la voie **29**



État espagnol

Pablo P. Ganfornina et Daniel Albarracín

Andalousie : Un pas en avant **31**



Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet : la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Abonnement (11 numéros par an)

Ma formule

Prix coûtant	100 € (1 an) ☐
Formule classique	75 € (1 an) ☐
Moins de 25 ans et chômeurs	45 € (1 an) ☐
	25 € (6 mois) ☐
Structures collectives (comité, organisations, bibliothèques, etc.)	150 € (1 an) ☐
Abonnement de soutien	 à partir de 100 € (1 an) ☐
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	37 € (6 mois) ☐
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) ☐

Total :

Pour continuer, **inprecor** a besoin de votre soutien.
Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom Prénom :
Adresse :
Codepostal : Ville :
Pays : Tél. :
E-mail :

Formule découverte
(réservé aux nouveaux abonnements)
20 €, pour 3 mois ☐

Anciens numéros



Mon paiement

• **Virements bancaires** à "PECEI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN :

FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286

BIC : SOGEFRPP

• **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• **Carte bancaire** sur <https://la-breche.com/abos-inprecor>



Les actions du May Day posent les bases d'une mobilisation syndicale de masse

Les actions organisées par May Day Strong (MDS) se sont déroulées dans tout le pays sous le slogan « Pas de travail, pas d'école, pas de shopping » pour s'opposer à la politique nationale et internationale de Trump.

Par
Kay Mann

MDS est une coalition de syndicats de gauche, comme le Syndicat des enseignant-es de Chicago (CTU), et des sections locales à Minneapolis, en Californie et ailleurs. Environ 5 000 rassemblements distincts ont eu lieu à travers le pays. Bien que l'ampleur des actions ait déçu, la dynamique entourant les manifestations du 1^{er} mai comporte des signes encourageants pour le développement de la gauche syndicale américaine et d'un mouvement anti-Trump indépendant, dirigé par la classe ouvrière.

Une préparation importante

Au cours de l'année écoulée, trois pôles de résistance à Trump ont émergé. Le premier est constitué par les manifestations « No Kings ! », notamment les trois plus massives, la plus récente ayant eu lieu le 28 mars dernier. « No Kings ! » est une organisation hiérarchisée dirigée par des responsables d'ONG ayant des liens étroits avec le Parti démocrate. Le deuxième pôle a été forgé par les mobilisations héroïques contre l'ICE, notamment à Minneapolis, dans le Minnesota. Le troisième est la coalition « May Day Strong », dirigée par les syndicats.

Un enthousiasme considérable régnait dans les milieux militants durant les mois qui ont précédé le 1^{er} mai. Les réunions de préparation en ligne ont attiré jusqu'à trois mille participant-es, notamment

des responsables très haut placés issus de grands syndicats d'enseignant-es peu connus pour leur militantisme, comme Randi Weingarten de l'American Federation of Teachers, un syndicat d'enseignant-es comptant 1,8 million de membres. L'autre grand syndicat d'enseignant-es, la National Education Association (NEA), qui compte près de trois millions de membres, fait également partie de MDS. Des lycéen-nés du mouvement Sunrise ont présenté la préparation des grèves le 1^{er} mai. Des actions de boycotts d'entreprises telles que la société de location de voitures Enterprise et les hôtels Hilton, qui ont loué des véhicules et hébergé des agents de l'ICE, ont également été présentées.

“Un enthousiasme considérable régnait dans les milieux militants durant les mois précédant le 1^{er} mai.”



Kay Mann

Kay Mann est membre de Solidarity, section de la IV^e Internationale aux États-Unis, et professeure de sociologie à l'Université. Elle est également membre de la direction de la IV^e Internationale.



Les cortèges syndicaux sont arrivés avec des banderoles, des pancartes, des drapeaux et des vêtements aux couleurs syndicales, comme lors de cette manifestation à New York. DR



« On veut des foules serrées, pas des crétins cagoulés ». DR

L'ampleur des actions n'a pas répondu aux attentes des organisateurs. Les manifestations de rue ont été bien moins fortes que celles de « No Kings ! », mais au moins aussi importantes que la plupart des manifestations du 1^{er} mai de ces dernières années. 10 000 personnes ont défilé à New York le 1^{er} mai, contre 50 000 lors de la manifestation « No Kings ! » du 28 mars. Environ 2 000 personnes se sont rassemblées à Milwaukee le 1^{er} mai, alors que plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient participé à la marche « No Kings ! ».

Des tendances encourageantes

Les actions ont été de taille modeste et, si de nombreux syndicats les ont soutenues, peu ont mobilisé leurs membres ou appelé à la grève. Cela pourrait être interprété comme un échec de la classe ouvrière et de ses organisations à prendre la tête du mouvement

1) Structure locale et autonome gérant l'Éducation publique. Il y a environ 14 000 dans le pays, 32 à New York.

anti-Trump représenté par les mouvements « No Kings ! » et « Anti-ICE ». Mais un examen plus attentif de la dynamique globale des mobilisations du 1^{er} mai, du MDS et de l'histoire de l'action politique syndicale aux États-Unis fait apparaître des dynamiques prometteuses pour le développement d'une réponse militante de masse de la part des travailleur·ses face à l'assaut ultra-réactionnaire de Trump contre les immigré·es, les personnes LGBTQI+, l'environnement, les droits démocratiques et aux agressions militaires impérialistes, toujours plus nombreuses.

La coalition a formulé trois revendications : « 1) *Taxer les riches : nos familles passent avant leurs fortunes.* 2) *Non à l'ICE. Non à la guerre. Non à une armée privée au service du pouvoir autoritaire.* 3) *Développer la démocratie, pas le pouvoir des entreprises. Ne touchez pas à notre vote.* ». Il s'agissait de revendications issues de la lutte des classes, mettant au premier plan l'opposition à l'ICE

et, par conséquent, la défense des immigré·es et des droits démocratiques, à un moment où l'une et l'autre sont gravement menacées.

Les manifestations de rue du 1^{er} mai, bien que beaucoup plus modestes que celles de « No Kings ! », faisaient apparaître le même front large d'organisations et de revendications : des banderoles contre ICE, des pancartes pour la Palestine, des banderoles antifascistes et pour la défense des droits démocratiques. Il y avait également des syndicalistes du Service Employees International Union (SEIU) et de nombreux syndicats enseignants, et un syndicat de travailleur·ses du bâtiment, traditionnellement conservateur, défilant en tête du défilé à New York. Des groupes socialistes comme DSA, le Parti du socialisme et de la libération (PSL), la Freedom Road Socialist Organization (FRSO), Solidarity, Socialist Alternative étaient également très présents avec des banderoles et des cortèges.

Il est significatif que la manifestation de Minneapolis, une ville de 370 000 habitant·es (500 000 à 600 000 si l'on inclut sa « ville jumelle » St. Paul), devenue le centre de la résistance contre l'ICE l'hiver dernier, ait rassemblé 10 000 manifestant·es – un nombre similaire à celui de la manifesta-

tion de New York, une ville de huit millions d'habitant·es. Cela montre que le mouvement anti-ICE a créé une dynamique générale de mobilisation qui s'inscrit dans le mouvement d'opposition général à Trump.

“ La prise en charge du 1^{er} Mai par les syndicats comme journée de protestation politique est un phénomène relativement récent. ”

Grèves des enseignant·es et débrayages des élèves

Bien qu'il n'y ait pas eu de grèves massives dans les lieux de travail, à New York au moins vingt districts scolaires (1) ont annulé les cours après que leurs enseignant·es aient annoncé qu'ils ne seraient pas disponibles car ils participeraient à la marche du 1^{er} mai « Kids Over Corporations » (Les enfants avant les entreprises).

Dans le Wisconsin, après que 70 % des enseignant·es de Madison et de Milwaukee aient déclaré leur intention de prendre un jour de congé, l'administration scolaire a annulé les cours. Même en Caroline du Nord, un État conservateur et réfractaire aux syndicats, le Conseil de l'éducation de Charlotte, la plus grande

ville de l'État, a voté la fermeture des écoles le 1^{er} mai en raison du nombre d'absences prévu ce jour-là. Le syndicat des enseignant-es de Caroline du Nord a mobilisé des personnels de tout l'État lors d'une manifestation devant le Parlement, exigeant une augmentation des impôts sur les entreprises afin d'obtenir davantage de financements pour les écoles.

Les enseignant-es de Chicago et leur syndicat, le Chicago Teachers Union (CTU), ont convaincu le district scolaire de faire du 1^{er} mai une journée officielle d'éducation civique, en organisant des sorties scolaires pour que les étudiant-es s'informent sur les droits civiques, ce qui a produit *de facto* une grève des élèves, des enseignant-es et du personnel. C'est une action d'une grande valeur pour la population de Chicago, majoritairement issue de la classe ouvrière et des minorités ethniques, et d'une grande importance particulière dans le contexte de la décision de la Cour suprême de vider de sa substance la loi sur le droit de vote de 1965, qui visait à garantir la représentation politique des Noirs.

1^{er} Mai et fête du Travail

Jusqu'à ces dernières années, les manifestations du 1^{er} Mai étaient principalement organisées et animées par des groupes socialistes d'extrême gauche, avec peu ou pas de soutien syndical. Bien que le 1^{er} Mai, fête internationale de la classe ouvrière, trouve ses racines dans l'affaire Haymarket de Chicago de 1886, et dans la lutte pour la journée de huit heures, les syndicats américains ont traditionnellement plutôt célébré la « Fête du Travail », à la fin de l'été, un jour férié officiel qui sert à dépolitiser la fête de la classe ouvrière. En effet, dans les années 1950, le président Dwight Eisenhower a promulgué un décret déclarant officiellement le 1^{er} mai « journée de la loyauté », décret que Trump a réitéré au cours de son premier mandat. Ainsi, la prise en charge du 1^{er} Mai par les syndicats comme journée de protestation politique est un phénomène relativement récent, et de nombreux syndicats et secteurs de la classe ouvrière ne se le sont pas encore approprié comme une fête ouvrière dédiée à cela.

Propagande en faveur des grèves de masse

Les slogans de la manifestation – « Pas de travail, pas d'école, pas de shopping » – étaient novateurs, visant à envoyer un

message large et puissant de mobilisation et de résistance. Une participation massive à la dimension « pas de travail » – essentiellement un appel à des grèves de masse, parfois perçu comme un appel à la grève générale – était peu probable compte tenu du stade actuel de la lutte des classes aux États-Unis et des obstacles structurels. Parmi ces derniers, il y a les conventions collectives qui interdisent les grèves et la loi réactionnaire de Taft-Hartley de 1947 qui interdit les grèves de solidarité ou de soutien. Mais le slogan « Pas de travail » permet de populariser l'idée de la grève auprès d'une couche très large de la classe ouvrière, syndiquée ou non.

Cela contribuera à amplifier l'appel lancé par Sean Fain, président de l'United Auto Workers (UAW), en faveur d'une grève générale en 2028 pour exiger un

côté du travail militant de sa direction et de ses membres, et de l'autre des liens qu'il a établis entre le syndicalisme militant et la défense des élèves et des familles immigrées menacées par la terreur de l'ICE. Cela le place à l'avant-garde de l'aile militante du mouvement syndical et du mouvement anti-Trump en général.

Les actions du 1^{er} mai aux États-Unis pourraient bien être les dernières manifestations de masse nationales avant plusieurs mois : les enjeux des élections de mi-mandat de novembre prochain sont considérables et une grande partie des énergies militantes se détourneront certainement vers la campagne électorale en faveur des candidat-es du Parti démocrate. Mais le travail de terrain accompli au cours des derniers mois en matière d'organisation et de propa-



système de santé national (bien que Fain n'ait rien fait pour cette grève...). Néanmoins, dans certaines régions, de nombreux-se travailleur-ses se sont mis en arrêt maladie ou n'ont tout simplement pas travaillé, mais ces actions n'étaient pas coordonnées par les syndicats. Le volet « Pas d'école » a donné lieu à des débrayages étudiants dans tout le pays. Les préparatifs, la bataille publique et la mobilisation elle-même renforcent la gauche syndicale.

La coalition MDS recoupe d'autres secteurs syndicaux, tels que les réseaux liés au bulletin d'information et aux conférences biannuelles *Labor Notes*. Le rôle de premier plan joué par le syndicat des enseignant-es, et le Chicago Teachers Union en particulier, est le produit d'un

gande, ainsi que le développement de nouveaux réseaux et organisations, sont de bon augure pour le développement d'un mouvement anti-Trump radical dirigé par la classe ouvrière, et pour la croissance d'une gauche syndicale militante aux États-Unis. ■

Le 20 mai 2026

EN SAVOIR PLUS

Pour un compte rendu des actions du 1^{er} Mai à travers le pays, voir le site de Solidarity.





Un post-fascisme si différent de ses prédécesseurs

En 2026, personne ne peut sérieusement voir dans le fascisme une question purement historique. On ne peut pas se demander ce qu'est le fascisme sans penser à la réalité qui nous entoure. Cette question ne concerne pas exclusivement le passé, mais aussi et surtout le présent, un présent marqué par la forte ascension de l'extrême droite.

Par
Enzo Traverso

La nouvelle vague de gouvernements autoritaires dans le monde entier a relancé ce débat, mais ce mot, qui surgit spontanément lorsque l'on pense à Donald Trump, Javier Milei, Giorgia Meloni, Viktor Orbán ou Marine Le Pen, est manifestement inadéquat pour les décrire. Si, comme l'expliquent de nombreux historiens, le fascisme du 21^e siècle est si différent de ses prédécesseurs, peut-être avons-nous besoin de nouveaux concepts pour le qualifier.

Besoin de nouveaux concepts

Il en va de même pour beaucoup d'autres phénomènes de notre temps. Le

1) Dans la traduction française des *Cahiers de prison* parue aux Éditions Gallimard sous la responsabilité de Robert Paris : Cahier 3, §34, 283.

vieux concept de guerre se révèle tout aussi problématique et ne rend pas compte des conflits nouveaux qui se règlent à coups de drones et d'intelligence artificielle (IA). Les révolutions de la dernière décennie – particulièrement les révolutions arabes – ont abandonné toute référence au socialisme et n'avaient pas grand-chose en commun avec celles du siècle dernier. Selon les grands médias et la majorité des dirigeants occidentaux, l'antisémitisme est massif, mais ils n'utilisent plus cette étiquette pour désigner les préjugés contre les populations juives : ils l'emploient désormais pour disqualifier indistinctement quiconque critique Israël. On pourrait poursuivre ainsi avec bien d'autres concepts.

Nous vivons donc dans une sorte d'interrègne, comme l'écrivait Gramsci dans les années 1930 dans ses *Cahiers de prison* : « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne



Enzo Traverso

Enzo Traverso est un historien italien, professeur à l'Université de Cornell, auteur de nombreux livres. Cet article est paru dans la revue *Viento Sur* n° 200, sous le titre « Fascismo: pensamiento con historia ». Traduction de l'espagnol, intertitres et illustrations de Marx21.ch.

peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés » (1). Bien qu'on en ait souvent abusé, cette phrase reflète assez bien notre présent : nous ne sommes pas devant une répétition de l'histoire, devant un retour au passé ; nous sommes confrontés à de nouveaux problèmes et à de nouvelles menaces, mais nous ne disposons que de concepts hérités du passé pour les analyser et les interpréter. C'est évidemment frustrant : ces mots ne décrivent pas bien l'incertitude de notre temps, qui semble annoncer une terrible tempête.

À mon sens, nous avons affaire à une sorte de post-fascisme, un concept qui reflète à la fois une distance historique par rapport au fascisme classique et un changement significatif de ses positions idéologiques, sociales et politiques. Cette nouvelle extrême droite hétérogène est une constellation de mouvements et de partis d'origines diverses et de références idéologiques différentes, qui, dans leur grande majorité, prétendent accepter le cadre institutionnel de la démocratie libérale. Ce qu'ils veulent, c'est détruire la



démocratie de l'intérieur, non de l'extérieur. Ils représentent une menace pour la démocratie, mais ils n'agissent pas de la même manière que les forces du fascisme historique ; ils remettent en cause la dichotomie traditionnelle entre fascisme et démocratie à une époque où la démocratie elle-même paraît usée, discréditée, vidée et privée de ses vertus originelles.

J. D. Vance se rend à Munich pour mettre sur le même plan la liberté et l'Alternative für Deutschland (AfD) ; Giorgia Meloni défend la démocratie italienne contre une menace incarnée par l'antifascisme ; tous les gouvernements occidentaux soutiennent Israël en tant qu'îlot démocratique entouré de barbares obscurantistes ; des mouvements d'extrême droite en Europe et dans les Amériques proposent des mesures racistes et xénophobes pour défendre la démocratie face au fondamentalisme islamique ; tandis qu'il déporte des centaines de milliers d'immigrés qui vivent et travaillent aux États-Unis, le gouvernement de Trump affirme défendre les droits humains lorsqu'il accorde le statut de réfugié à des partisans sud-africains de la suprématie blanche. Les mots ont changé de sens à travers une sorte de métamorphose orwellienne. Il y a dix ans, ces tendances étaient encore embryonnaires. Au cours des deux ou trois dernières années, elles ont connu une accélération foudroyante.

Quel rapport à la violence ?

La principale différence entre le fascisme et le post-fascisme, que l'on souligne souvent, c'est la violence. Bien que ce diagnostic me semble juste, je crois qu'il faudrait le nuancer. Aujourd'hui, certes, la plupart des dirigeants de la droite radicale sont habitués à apparaître sur nos écrans de télévision, et leurs partisans ne portent pas l'uniforme. Après soixante-dix ans de paix et de stabilité économique, la démocratie libérale paraissait constituer un cadre institutionnel solide dans les pays occidentaux. La violence – pensons à l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, ou à l'attaque du Congrès brésilien deux ans plus tard – apparaît comme une exception, non comme la règle,

“ *Au sortir de la Première Guerre mondiale, le fascisme avait une puissante dimension utopique. Aujourd'hui, le post-fascisme est purement conservateur.* ”



Œuvre sans nom de Malangatana Valente Ngwenya (peintre mozambicain), 1967 (Tate Britain, Londres). © Daily Art

même si les choses sont en train de changer.

Le second mandat de Donald Trump se caractérise par une nette tendance à la criminalisation de la politique : il a envoyé des troupes fédérales dans de nombreuses grandes villes pour y « mettre de l'ordre »

et il a transformé le Service de l'immigration et du contrôle des douanes (ICE) en une force paramilitaire qui apparaît déjà comme une sorte de garde prétorienne. Ce sont là les traits les plus spectaculaires du tournant autoritaire. L'ICE impose un climat de terreur, dans lequel l'État de droit est mis en cause, et tout le monde, pas seulement les immigrés en situation irrégulière, se sent en danger.

Bien sûr, la violence postfasciste n'est pas comparable à celle du fascisme classique sur un continent dévasté par une guerre totale, mais les signes d'un changement se perçoivent clairement. En Europe aussi, l'autoritarisme progresse. Pensons à la France et à l'Italie : il y a dix ans, les grèves syndicales et les manifestations étaient encadrées par des agents de police, qui pouvaient avoir des accrochages ponctuels avec certains secteurs radicaux de grévistes. Aujourd'hui, les manifestations légales organisées par les syndicats ouvriers et la gauche se heurtent à des agents militarisés. Dans les commissariats règne un racisme systémique.

Ce retour à la démonstration de force s'est étendu au-delà des frontières. L'Occident a exporté la violence ailleurs, principalement au Moyen-Orient, où il a été le maître d'œuvre d'occupations, de guerres et, plus récemment, d'un génocide par l'intermédiaire de son allié israélien. Désor-

mais, le gouvernement Trump a bombardé l'Iran, séquestré Nicolás Maduro au Venezuela et menacé ses voisins, en particulier le Groenland, en mettant en cause l'OTAN et en avertissant ses alliés européens les plus loyaux. Paradoxalement, c'est davantage un symptôme de faiblesse que de force. Les États-Unis aspirent à s'emparer du Canada et du Groenland pour maintenir et renforcer leur statut de superpuissance continentale, mais ils ont abandonné leurs ambitions hégémoniques traditionnelles à l'échelle mondiale. L'ambition, héritée de la guerre froide, d'établir un ordre mondial étatsunien est devenue obsolète. La Chine ne s'effondrera pas comme l'a fait l'URSS il y a plus de trente ans.

Un horizon conservateur

Une seconde différence est tout aussi paradoxale : la nouveauté de cette extrême droite émergente, c'est son conservatisme. Au sortir de la Première Guerre mondiale, le fascisme avait une puissante dimension utopique. Il se concevait comme une révolution, parlait de l'Homme nouveau, du Reich de mille ans, etc. Il disait que le monde était en plein effondrement et proposait une alternative pour l'avenir. Autrement dit, il avait un horizon utopique.

Aujourd'hui, le post-fascisme est purement conservateur. Il parle d'un grand remplacement qui menacerait la civilisation

occidentale et prétend défendre des valeurs traditionnelles : la famille, la souveraineté, les cultures nationales, la civilisation judéo-chrétienne, etc. Il remet en cause toutes les avancées en matière de droits des minorités et s'en prend cruellement aux personnes les plus vulnérables : immi-

“ *Les élites néolibérales ne souhaitent pas l'établissement d'un État total comme l'Italie de Mussolini ou l'Allemagne de Hitler.* ”



Antifascisme

grés sans papiers, personnes queer et transgenres. De manière générale, ces mouvements ont perdu leur capacité à faire rêver les gens d'un avenir différent ; ils aspirent à rétablir l'ordre et la sécurité (économique, politique, culturelle et psychologique). Le slogan même de Donald Trump, « *Make America Great Again* », celui que ses partisans préfèrent, n'est pas un slogan de conquête ; il renvoie au rêve de retrouver un âge d'or perdu, le temps où les États-Unis étaient une puissance forte et prospère.

Ce qui est nouveau – et qui rappelle les années 1930 – c'est la capacité du post-fascisme à nouer des liens organiques avec les élites économiques, comme on l'a vu de manière spectaculaire lors de la cérémonie d'investiture de Trump. Ce qui est sans doute le plus probable dans les prochaines années, c'est l'instauration d'une forme autoritaire de néolibéralisme. Jusqu'à présent, les dirigeants et les mouvements postfascistes apparaissaient comme des parvenus qui contestaient la classe politique et proposaient une alternative conservatrice au néolibéralisme ; aujourd'hui, ils sont devenus des interlocuteurs fiables des élites économiques dans l'UE, aux États-Unis et

également dans de nombreux pays latino-américains.

Bien entendu, il est difficile de prévoir combien de temps durera cette alliance entre le post-fascisme et le néolibéralisme. Dans l'UE, nous sommes encore loin du pouvoir oligarchique qui émerge aujourd'hui avec Trump, mais une tendance similaire existe. Ce qui paraît clair, c'est que les élites néolibérales ne souhaitent pas l'établissement d'un État total comme l'Italie de Mussolini ou l'Allemagne de Hitler ; leur objectif est un État d'exception qui suspende la démocratie en instaurant son propre pouvoir, un pouvoir politique fondé sur le principe de l'autonomie du capital, qui diffère de l'autonomie du politique. Carl Schmitt n'est pas tout à fait tombé dans l'oubli – les dirigeants postfascistes sont « décisionnistes » en ce qu'ils méprisent les parlements et

gouvernent à coups de décrets exécutifs en remettant en cause de nombreuses normes constitutionnelles –, mais il a été révisé et corrigé par Friedrich von Hayek.

Lorsqu'il a été élu en 2023, Javier Milei est apparu comme une sorte d'anomalie argentine : excessif, exotique et exceptionnel ; aujourd'hui, il est devenu une figure paradigmatique du libertarianisme, et ses recettes austéritaires ont été dépassées par le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) d'Elon Musk. Le seul précédent historique de cette coexistence entre un pouvoir politique autoritaire (l'idée schmittienne de souveraineté) et un capitalisme néolibéral dans lequel l'État se soumet entièrement au capital et se transforme en outil de la société de marché (l'idée hayékienne du libéralisme), c'est le Chili de Pinochet. Et le Chili de Pinochet n'était pas une simple répétition du fascisme de l'entre-deux-guerres. Telle

est la toile de fond historique du post-fascisme d'aujourd'hui.

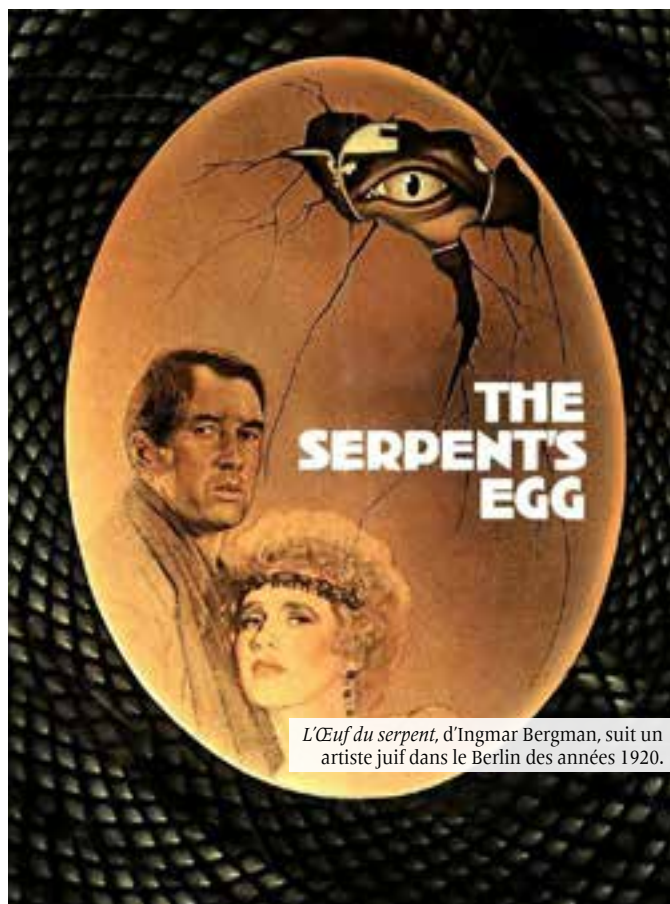
Soutien des élites économiques

Ce changement de stratégie n'avait rien d'inéluctable. Les élites économiques font confiance et soutiennent les mouvements de droite radicale depuis peu de temps, des mouvements qui n'apparaissaient pas auparavant comme des interlocuteurs fiables. Dans le passé, des dirigeants d'extrême droite ont gagné en influence en dénonçant la mondialisation néolibérale (lorsque Marine Le Pen qualifiait Macron de représentant des élites mondialistes, ou lorsque Giorgia Meloni stigmatisait le banquier Mario Draghi sur des bases analogues). Ils sont parfois parvenus au pouvoir contre les préférences des classes dominantes, comme Donald Trump et Jair Bolsonaro en 2016, alors qu'ils n'étaient pas les candidats de l'establishment.

Aujourd'hui, l'alliance entre les mouvements populistes d'extrême droite et les élites mondiales prévaut partout. Les faits sur lesquels repose cette affirmation sont loin d'être anecdotiques. Se dessine ici une alliance étrange entre les couches les plus pauvres et les plus riches de la société. C'est probablement la plus grande réussite du post-fascisme : obtenir à la fois le soutien de larges secteurs des classes populaires et la confiance des élites mondiales, qui sont puissantes mais très peu nombreuses.

La droite radicale s'appuie sur le paradigme populiste classique des gens ordinaires opposés aux élites corrompues, mais elle l'a significativement reformulé. À la différence du passé, où l'on entendait par peuple véritable une communauté ethniquement homogène (des Blancs, nationalistes, prétendument profondément enracinés dans le territoire), opposée aux pauvres et aux marginaux des villes, sources de désordre et d'insécurité, la classe ouvrière blanche peut aujourd'hui être acceptée comme composante nationale dès lors qu'elle a rompu avec ses traditions socialistes, communistes et de gauche. Les ennemis extérieurs sont les immigrés, les minorités racisées et les musulmans ; les ennemis intérieurs sont les représentants de toute forme de wokisme, des féministes et des personnes LGBTQ aux écologistes et à celles et ceux qui dénoncent le génocide palestinien.

Comme l'a justement suggéré Michel Feher, la continuité entre le vieux nationalisme, le fascisme et le post-fascisme



L'Œuf du serpent, d'Ingmar Bergman, suit un artiste juif dans le Berlin des années 1920.

tient à une dichotomie imaginaire persistante entre producteurs et parasites ; les premiers, hommes et femmes vertueux qui travaillent, sont honteusement exploités par les seconds, un groupe hétérogène qui inclut les élites financières et les immigrés qui bénéficient des prestations de la sécurité sociale et de l'État providence des pays d'accueil. Pendant la première moitié du 20^e siècle, ces secteurs parasitaires arboraient les attributs des juifs dans l'imaginaire nationaliste et fasciste : une étrange coalition des banquiers de Wall Street et des bolcheviks juifs ; aujourd'hui, ce sont les élites mondialistes et les immigrés musulmans.

Cependant, l'imaginaire postfasciste – en particulier sa vision de la sexualité – est plus complexe que ce que pourraient suggérer la stigmatisation de contre-modèles et la recherche de boucs émissaires. Malgré son caractère néoconservateur, le post-fascisme ne devrait pas être interprété comme un simple retour à la normalité bourgeoise et aux stéréotypes victoriens. Issu du tissu institutionnel de la démocratie libérale dans des sociétés de marché façonnées par un individualisme possessif, le post-fascisme a rompu avec le type idéal fasciste et, dans bien des cas, revendique l'héritage des Lumières. À l'âge post-totalitaire des droits humains, cela lui confère une respectabilité.

Le post-fascisme ne justifie pas sa guerre contre l'islam par les vieux arguments fallacieux de l'expansionnisme impérial et du racisme doctrinal, mais plutôt par sa propre interprétation de l'héritage des Lumières. Marine Le Pen, Giorgia Meloni et Viktor Orbán veulent défendre les peuples européens face aux migrants qui traversent la Méditerranée, mais ils prétendent aussi défendre les femmes contre l'obscurantisme islamique. L'homophobie et l'homonationalisme coexistent au sein de cette droite radicale changeante. Aux Pays-Bas, le féminisme et les droits des personnes homosexuelles ont servi de bannière à une violente campagne xénophobe contre l'immigration et les populations musulmanes, conduite d'abord par Pim Fortuyn, ouvertement gay, puis par son successeur, Geert Wilders, défenseur des droits des gays. Alice Weidel, coprésidente de l'AfD, est une lesbienne qui se déclare attachée à la famille traditionnelle et s'oppose au mariage homosexuel.

Aujourd'hui, l'héritage des Lumières s'inscrit souvent dans une nouvelle version de l'orientalisme, fondée sur une vision dichotomique du monde qui oppose la civilisation, le rationalisme, le progrès et la liberté à la barbarie, au fanatisme et à l'obscuran-

tisme. Les mouvements d'extrême droite participent de cette vision néo-orientaliste progressiste sans abandonner leur identité raciste, misogyne et homophobe traditionnelle. Ils ont, certes, abandonné un discours racialiste et colonialiste classique, qui n'est plus acceptable en ce 21^e siècle (à quelques notables exceptions près, comme le colonialisme sioniste), mais ils continuent de parler d'une discordance culturelle ontologique entre l'Occident et le reste du monde.

Quel rapport à l'État ?

Une différence significative entre le fascisme et le post-fascisme tient à leur conception de l'État. Le fascisme est né au lendemain de la Grande Guerre, à l'âge de l'État total, à la fin du capitalisme du *laissez-faire* et avec la montée de l'interventionnisme étatique dans l'économie : le keynésianisme, le *New Deal*, le fascisme et les plans quinquennaux soviétiques appartiennent à la même époque de l'étatisme. Le post-fascisme a émergé dans une période radicalement différente, l'époque du messianisme du libre marché et du capitalisme néolibéral. Ses tendances autoritaires coexistent avec le culte de la société de marché.

Dans ce contexte, le soutien des élites économiques se paie au prix fort, à savoir l'abandon de l'étatisme. Aujourd'hui, on ne voit plus Trump comme un étranger qui se serait emparé du Parti républicain, l'un des piliers de l'*establishment* étatsunien. De même, les mouvements nationalistes et postfascistes européens n'apparaissent plus comme les ennemis subversifs et dangereux de l'UE. Meloni n'est pas une paria, mais bien plutôt une personnalité influente au sein de l'UE. Avant d'arriver au pouvoir, ni Mussolini ni Hitler ne bénéficiaient d'un soutien aussi explicite des élites financières et industrielles de leurs pays ; leur situation n'avait rien de comparable au soutien que Trump a reçu de nombreux milliardaires, ou à celui que Le Pen obtient de l'empire médiatique contrôlé par Vincent Bolloré. À bien des égards, les élites mondiales rappellent les somnambules de 1914 – ces paladins du concert européen qui se sont réveillés brutalement sans comprendre ce qui se passait.

Durant l'entre-deux-guerres, les démocraties libérales ont contemplé l'ascension du fascisme avec un mélange d'incompréhension et de complaisance, dont les principales expressions ont été la non-intervention délibérée de la France et du Royaume-Uni dans la guerre civile espagnole et leurs concessions à Hitler à la Conférence

de Munich en 1938. Aujourd'hui, une ambiguïté similaire persiste. Comme le souligne justement Wolfgang Streeck, le cosmopolitisme économique et culturel des élites mondiales a engendré, par réaction, « une forme de nationalisme anti-élitaire venu d'en bas », fondé sur la dichotomie de Feher entre producteurs et parasites. Le post-fascisme donne une expression politique à ce ressentiment tout en gagnant en respectabilité et en crédibilité aux yeux des élites financières et industrielles elles-mêmes.

Il est difficile de prévoir combien de temps il sera capable de concilier ces tendances contradictoires. Milei, Meloni, Orbán et Trump sont d'habiles acrobates qui tiennent les deux pôles contradictoires, mais à la longue cet exercice peut se révéler périlleux : d'une part, cette convergence entre les élites et les couches sociales les plus défavorisées ne pourra jamais constituer un véritable bloc historique au sens gramscien, mais seulement une forme provisoire de bonapartisme ; d'autre part, la condition pour mettre en œuvre cette stratégie est la destruction progressive du cadre institutionnel de l'État de droit et de la démocratie libérale.

Depuis les années 1990, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre froide, les forces de gouvernement, tant de gauche que de droite, ont adhéré au néolibéralisme comme à une sorte de pensée unique. C'est là la prémisse principale de l'ascension spectaculaire de l'extrême droite, qui est finalement apparue comme une alternative. Selon Wendy Brown, la droite radicale est la réponse non démocratique au processus de démontage de la démocratie impulsé par la logique néolibérale. Dans un célèbre aphorisme de 1939, Max Horkheimer écrivait : « *Qui ne veut pas parler du capitalisme doit aussi se taire sur le fascisme* » (2). Aujourd'hui, on pourrait dire : « *Qui ne veut pas parler du néolibéralisme doit aussi se taire sur le post-fascisme* ». Bien que néolibéralisme et post-fascisme ne soient pas synonymes, ils sont actuellement des alliés précaires. La seule clé pour contrer cette tendance et dissoudre ces « phénomènes morbides », c'est la renaissance de la gauche, une réponse sociale et politique venue d'en bas qui, au lieu d'être abandonnée, soit capable de trouver un projet, de nouveaux symboles et une nouvelle vision de l'avenir. ■

Le 20 avril 2026

2) Max Horkheimer, « Die Juden und Europa » (les juifs et l'Europe), *Zeitschrift für Sozialforschung / Studies in Philosophy and Social Science*, vol. VIII.



Le poutinisme : une nouvelle forme de fascisme ?

Vladimir Poutine est au pouvoir en Russie depuis 26 ans, comme président ou premier ministre de la fédération de Russie. Sa domination a pris des formes de plus en plus autoritaires, particulièrement depuis l'invasion de l'Ukraine au début de l'année 2022. Comment caractériser aujourd'hui le poutinisme ? Le chercheur et militant russe Ilya Budraitskis, aujourd'hui en exil, propose ici de penser la dictature poutinienne à partir de la catégorie de fascisme.

Par
Ilya Budraitskis

Après le 24 février 2022, lorsque la Russie de Poutine a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine, le monde n'a pas seulement été confronté à une contestation de l'hégémonie géopolitique occidentale. Derrière la politique agressive du Kremlin se trouvait une rationalité qui renvoie à l'idéologie impérialiste classique, selon laquelle les relations entre pays obéissent uniquement à la loi du plus fort. Dans ses discours, Vladimir Poutine a critiqué les interventions militaires étatsuniennes en Irak ou en Afghanistan, mais ce qu'il contestait surtout, c'était la prétention de Washington à détenir des droits exclusifs en matière d'interventions impérialistes, d'extension de sa sphère d'influence et de condamnation des autres puissances qui osent faire de même. Son défi à l'Occident se résumait donc à dénoncer l'«hypocrisie» étatsunienne :

“*Toutes les protestations seraient toujours manipulées de l'extérieur par des puissances hostiles, jusqu'à la Révolution russe de 1917, que Poutine considère comme le produit d'activités de services secrets étrangers.*”

pourquoi certains auraient-ils le droit de faire ce qui est interdit aux autres ?

Ce qui, selon Poutine, relevait auparavant du seul impérialisme étatsunien devrait désormais devenir la loi unique et reconnue de la politique internationale (1). Dans sa vision du monde, seuls certains États seraient «organiquement» destinés à être des empires, dotés d'une capacité «souveraine» à faire la guerre, tandis que d'autres seraient voués à n'être que des «colonies», des objets à contrôler et à conquérir. Le droit de ces États «souverains» à exercer un pouvoir arbitraire à l'extérieur correspond à leur droit à exercer un pouvoir arbitraire à l'intérieur : si, derrière le droit, il n'y a toujours et en dernière instance que la force brute, alors les droits humains ou le droit à une représentation démocratique dépendent eux aussi de la force – et ne sont donc qu'une arme au service de l'influence extérieure.

De cette logique impériale découle inévitablement une position anti-révolutionnaire et anti-démocratique cohérente de la part des élites russes : toutes les protestations et tous les soulèvements seraient toujours manipulés de l'extérieur par des puissances hostiles, de la contestation de l'opposition russe en 2011 au Printemps arabe, jusqu'à la Révolution russe de 1917, que Poutine considère également comme le produit d'activités de services secrets



Ilya Budraitskis

Ilya Budraitskis est historien et chercheur en sciences politiques, militant socialiste russe aujourd'hui en exil. Ancien membre du Mouvement socialiste russe (RSM/RSD), organisation anticapitaliste fondée en 2011 et auto-dissoute en 2024 après son classement comme «agent de l'étranger», il a enseigné à l'Université de Moscou et participé à l'organisation du mouvement anti-guerre en Russie jusqu'à son exil en 2022. Il est notamment l'auteur de *Dissidents among Dissidents : Ideology, Politics, and the Left in Post-Soviet Russia* (Verso, 2022). Cet article a été d'abord publié en anglais par Ukraine Solidarity Campaign et traduit de l'anglais pour *Contretemps.eu* par Christian Dubucq.

étrangers (2). Il apparaît clairement que ce schéma idéologique assimile les États à des individus qui, dans une société de marché, sont eux aussi engagés dans une lutte permanente pour la réussite, la domination et la reconnaissance.

La même loi «naturelle» gouvernerait les États, les communautés nationales et la vie humaine individuelle : ou bien vous affirmez votre droit à l'existence aux dépens d'autrui, ou bien vous en devenez la victime. Dans la Russie de Poutine aujourd'hui, cette idéologie s'est définitivement transformée de rhétorique en pratique du pouvoir : elle ne s'appuie pas seulement sur des idées réactionnaires ou chauvinistes présentes dans une partie de la société russe, mais sur la rationalité néolibérale du marché qui y domine. Divisée

1) Vladimir Poutine, «Le discours du président russe Vladimir Poutine au Forum économique international de Saint-Petersbourg» (traduction française), 17 juin 2022, Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie (site France).
2) Vladimir Poutine, «La victoire russe dans la Première Guerre mondiale a été volée», *Kommer-sant*, 1^{er} août 2014.

en individus séparés et opposés, une telle société devient un matériau malléable entre les mains des élites et accepte sa propre impuissance – son incapacité à agir solidairement – comme la conséquence d'un destin historique prétendument immuable et de lois quasi organiques, indiscutables, régissant la vie sociale.

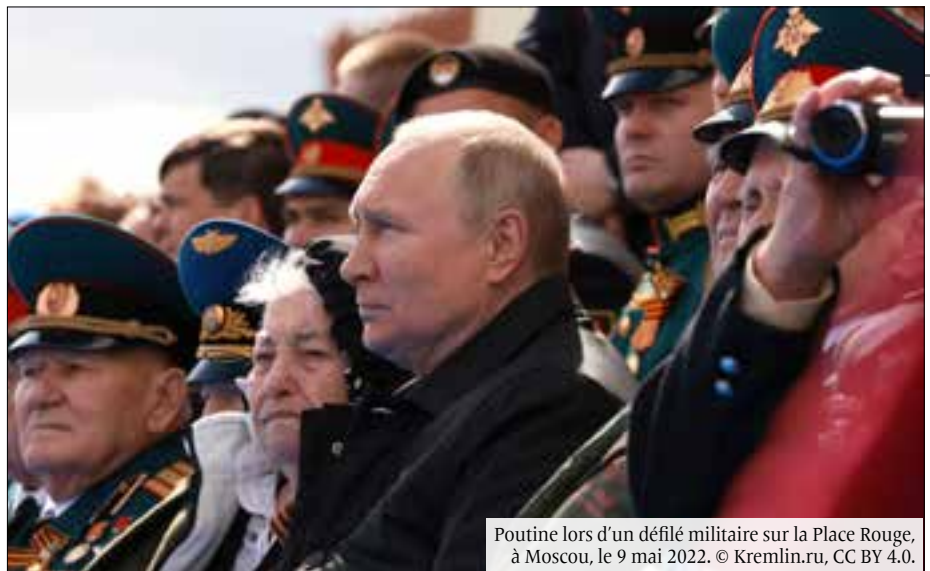
L'invasion de l'Ukraine a définitivement établi dans la Russie de Poutine un lien indissociable entre politique étrangère et politique intérieure: l'une est la continuation inévitable de l'autre. La guerre a amorcé la transformation du régime russe en une forme nouvelle, qualitativement différente – une dictature – où toute expression publique qui diffère de la ligne officielle devient un crime, et où toute tentative d'action collective est assimilée à une trahison de l'État-nation. Cet entrelacement d'un climat de peur et de subordination avec le chauvinisme et l'agression impérialiste, ainsi que l'identification totale de la volonté nationale aux décisions du chef autoritaire, ont conduit beaucoup de personnes, ces derniers mois, à comparer la Russie de Poutine – à mon sens, à juste titre – au fascisme.

Faut-il employer le mot « fascisme » ?

Cependant, lorsqu'on invoque ce dangereux « mot en F » dans l'analyse sociale, il faut préciser comment l'utiliser – et comment ne pas l'utiliser. D'abord, il ne faut pas employer « fascisme » comme synonyme du mal absolu contre lequel le « monde libre » devrait s'unir. Cette moralisation du fascisme n'est rien d'autre qu'un retour aux oppositions binaires de la guerre froide, où le communisme soviétique serait mécaniquement remplacé par le « fascisme de Poutine » en tant qu'ennemi extérieur de l'Occident.

Ensuite, une analyse du fascisme contemporain en Russie (comme des tendances fascistes hors de Russie) ne devrait pas reposer sur des analogies historiques spéculatives. Il faut se souvenir que l'essor du fascisme dans la première moitié du 20^e siècle fut déterminé par une combinaison de circonstances historiques uniques, et que sa doctrine était contradictoire et éclectique. En ce sens, on peut reprendre cette remarque de Pierre-André Taguieff, formulée au début des années 1990 :

Ni le « fascisme » ni le « racisme » ne nous feront la faveur de revenir sous une forme telle que nous puissions les reconnaître aisément. Si la vigilance n'était qu'un jeu de reconnaissance



Poutine lors d'un défilé militaire sur la Place Rouge, à Moscou, le 9 mai 2022. © Kremlin.ru, CC BY 4.0.

de quelque chose déjà connu, il ne s'agirait que de se souvenir. La vigilance serait réduite à un jeu social de réminiscence et d'identification par reconnaissance, illusion consolante d'une histoire immobile peuplée d'événements qui répondent à nos attentes ou à nos peurs. (3)

Enfin – et c'est peut-être le plus important – appliquer le concept de fascisme au régime russe actuel ne doit pas conduire à l'exotiser, à croire que la « fascisation » de la Russie post-soviétique serait un cas unique, prédéterminé par une histoire nationale particulière. Au contraire, qualifier le régime de Poutine de fasciste doit nous aider à discerner des traits communs entre les différents courants d'extrême droite issus de la crise de l'ordre capitaliste néolibéral. Je suis convaincu que caractériser la Russie comme fasciste n'est justifié que si l'on y voit un signe inquiétant de tendances mondiales susceptibles de produire des régimes similaires à l'échelle internationale – y compris dans le monde occidental. Aujourd'hui, quatre ans après la guerre brutale de Poutine contre l'Ukraine, il est clair que cette vision fasciste de la politique internationale n'est plus un phénomène isolé. L'agression de l'Azerbaïdjan autoritaire en 2023, qui s'est achevée par un nettoyage ethnique à grande échelle de la population arménienne du Karabakh ; l'opération militaire génocidaire d'Israël à Gaza ; et, enfin, les actions récentes de Trump au Venezuela : tout cela indique clairement que le droit du plus fort tend à devenir la nouvelle loi de la politique mondiale. Tout cela nous ramène inévitablement à la nécessité de repenser le phénomène du fascisme et de comprendre l'évolution spécifique du régime de Poutine

comme partie intégrante du système capitaliste mondial.

Définir le fascisme : doctrine, mouvement ou régime ?

Dans la vaste littérature historique et politico-philosophique sur le fascisme, on peut distinguer trois approches : la première le considère avant tout comme une idéologie (ou plutôt comme un ensemble de traits idéologiques) ; la seconde comme un mouvement de masse radical ; la troisième comme un type particulier de domination, une forme fondamentalement nouvelle de régime politique et, plus généralement, de pouvoir social.

Ainsi, la définition célèbre de l'historien Roger Griffin (1948) – le fascisme comme forme d'« ultranationalisme palingénésique », c'est-à-dire fondé sur le mythe d'une renaissance régénératrice de la nation – vise à définir le fascisme de manière normative, en construisant un « type idéal » qui le distingue d'autres formes autoritaires. Le fascisme, selon Griffin, est toujours lié à des caractéristiques telles que : ressusciter la grandeur perdue de la nation ; rejeter de façon révolutionnaire les formes antérieures de légitimité ; cultiver une idée organique de communauté nationale ; organiser des mobilisations de masse pour imposer l'ordre à l'intérieur comme à l'extérieur. Les débats récents sur le caractère fasciste ou non du régime de Poutine montrent clairement les limites de cette approche.

3) Pierre-André Taguieff, « Discussion or Inquisition: The Case of Alain de Benoist », *Telos*, nos 98-99, 1993-1994, p. 34-54.



Russie

Timothy Snyder (1969), de son côté, cherche à mettre au jour les fondements idéologiques du régime russe actuel (4). Ce faisant, il exagère l'influence exercée sur Poutine par les livres d'Ivan Iline (1883-1954), idéologue des Blancs contre-révolutionnaires émigrés des années 1920 et 1930. Il croit également déceler dans la rhétorique militariste du président russe un « culte de la mort » comparable à celui du dirigeant fasciste roumain de l'entre-deux-guerres Corneliu Zelea Codreanu (1899-1938). Ses critiques, à l'inverse, soulignent que l'État poutinien ne s'appuie pas, comme le « fascisme classique », sur une mobilisation de masse idéologiquement motivée (5).

De toute évidence, une définition normative du fascisme, fondée sur la présence ou l'absence de caractéristiques spécifiques, détourne l'analyse du régime lui-même et de son évolution historique. Il ne fait aucun doute que, durant l'invasion de l'Ukraine, Poutine a déployé dans ses discours un programme idéologique élaboré, et que cela a cadré la propagande russe de manière extrêmement réactionnaire. Cependant, lorsque Poutine est arrivé au pouvoir il y a vingt ans, il n'était manifestement pas un homme d'idéologie, et ses politiques concrètes n'étaient guidées par l'adhésion à aucune doctrine.

On pourrait plutôt dire que ses vues se sont formées comme une synthèse de « vérités pratiques » assimilées au fil des fonctions qu'il a occupées. Ses premières années dans les services de sécurité soviétiques l'ont conduit à une pensée conspirationniste. Son rôle dans le processus de privatisation en tant qu'adjoint au maire de Saint Pétersbourg dans les années 1990 l'a formé à une morale de la violence et de la domination brute typique des milieux semi criminels et mafieux auxquels il était étroitement lié. Enfin, ses longues années au pouvoir comme leader autocratique incontesté ont ancré en lui une vision de destin messianique : restaurer la puissance géopolitique perdue de la Russie. Ce n'est pas une idéologie qui a déterminé sa pratique ; c'est sa pratique qui l'a contraint à assimiler diverses « vérités » idéologiques qu'il tient

pour évidentes. Les citations de penseurs réactionnaires soigneusement insérées dans ses discours ne font que confirmer des conclusions tirées de son expérience.

Les contradictions et ruptures de cette idéologie sont déterminées par son caractère de pratique matérielle, pour reprendre l'expression d'Althusser (1918-1990). Cette notion d'une idéologie déterminée par la pratique du pouvoir vaut pour le fascisme comme phénomène historique en général. L'historien Robert O. Paxton (1932) montre, par exemple, que les déclarations des mouvements fascistes ont toujours été très différentes des pratiques des dirigeants fascistes une fois au pouvoir (6).

Ces déclarations ne constituaient pas un tout cohérent : elles consistaient en un ensemble arbitraire de slogans adressés à divers groupes sociaux et se modifiaient selon la conjoncture de la lutte politique. Plus encore, l'éclectisme idéologique du fascisme fut élevé au rang de principe : les chefs fascistes ne cessaient de répéter qu'ils s'appuyaient sur la pure « vie » plutôt que sur des doctrines arides. Pour eux, « la théorie est une prison », selon la maxime célèbre de Benito Mussolini.

Le véritable programme du fascisme se révèle avant tout dans ses pratiques de régime, qui n'étaient jamais une simple extension du fascisme comme mouvement visant à conquérir le pouvoir. Comme l'affirme Paxton, les régimes fascistes allemand et italien furent une synthèse complexe entre

partis totalitaires, ancien appareil d'État (7) et rationalité des élites traditionnelles (armée, bureaucratie, Église, etc.), formant une sorte de « double État ». Cette synthèse ne devint jamais monolithique ; les crises des régimes fascistes furent toujours déclenchées par leurs contradictions internes. Le complot de 1944 contre Hitler impliquait des membres éminents de l'élite militaire ; la chute de Mussolini en 1943 fut orchestrée par l'entourage du roi Victor Emmanuel (ainsi que par certaines factions de la direction fasciste), jusque là partie intégrante du régime.

Des chercheurs pour qui le fascisme représente d'abord un mouvement de

masse (par exemple Ernst Nolte, 1923-2016) l'ont interprété comme une force de réaction face à la menace révolutionnaire du mouvement ouvrier organisé et des partis socialistes, comme s'il remplaçait un vieil État bourgeois incapable de se

défendre par lui-même. Il est impossible de nier cette orientation contre-révolutionnaire. Dans l'Italie du début des années 1920, par exemple, le fascisme fut une réaction violente directe à un mouvement de grèves massif et à la création spontanée de soviets ouvriers dans des centres industriels clés. Mais l'accession de Mussolini et d'Hitler au pouvoir n'aurait pas été possible si l'élite traditionnelle n'avait pas décidé collectivement de les soutenir. Là où les classes dirigeantes ne voyaient pas la nécessité d'une transformation fasciste – en France, en Grande-Bretagne ou en Roumanie – les

“L'accession de Mussolini et d'Hitler au pouvoir n'aurait pas été possible si l'élite traditionnelle n'avait pas décidé collectivement de les soutenir.”



Le président du Reich Hindenburg et Hitler en février 1934. © Bundesarchiv, Bild 102-00783 / CC-BY-SA 3.0

4) Timothy Snyder, « We should say it. Russia is fascist », *The New York Times*, 19 mai 2022.

5) Grigory Golosov, « Fascist Russia? », *Riddle*, 30 mai 2022.

6) Robert Paxton, *Le fascisme en action* (Paris : Seuil, 2004).

7) Paxton, *Ibid.*

mouvements fascistes, malgré leurs perspectives de croissance dans les années 1930, furent finalement défaits.

On peut donc pleinement souscrire à l'affirmation du politiste ukrainien installé aux États-Unis Alexander J. Motyl (1953) : « *la clé pour comprendre ce qu'est le fascisme réside peut-être dans la compréhension de ce qu'est un régime fasciste* » (8). Si, comme l'écrivait Merleau Ponty (1908-1961), « *les révolutions sont vraies comme mouvements et fausses comme régimes* » (9) on peut dire l'inverse du fascisme : sa signification et ses objectifs se révèlent précisément comme régime de pouvoir d'État, tandis que sous forme d'idéologie ou de mouvement, ses caractéristiques apparaissent incomplètes et trompeuses.

Le fascisme d'aujourd'hui venu d'en haut

Définir le fascisme comme un régime dont les traits idéologiques ou l'existence préalable d'un mouvement de masse sont secondaires et non indispensables permet d'universaliser le phénomène. Dans une telle approche, le fascisme n'est pas une déviation irrationnelle par rapport au chemin rationnel de la civilisation occidentale (comme le croient souvent des chercheurs libéraux), mais un phénomène qui découle directement de la nature même de la société de marché.

Cette position fut formulée avec le plus de netteté par Karl Polanyi (1886-1964), qui, dans *La Grande Transformation*, voyait dans le fascisme l'aspiration à la victoire finale de la logique capitaliste sur toute forme d'auto-organisation et de solidarité sociale (10). Le but du fascisme, selon Polanyi, était l'atomisation sociale complète et la dissolution de l'individu dans la machine de production. Le fascisme était ainsi plus profond qu'une réaction au danger de mouvements révolutionnaires anticapitalistes « par en bas ». Il était inséparable de l'établissement final de la domination de l'économie sur la société. Son objectif n'était pas seulement de détruire les partis ouvriers, mais toute forme de contrôle démocratique venu d'en bas.

Karl Polanyi décrivait le fascisme non comme un « mouvement », mais comme un basculement – voire comme un coup de force –, c'est-à-dire un consensus des élites en réponse à la crise économique, destiné à constituer une alternative au socialisme. Mais, contrairement à une thèse bien connue du Komintern, cette réponse, selon Polanyi, ne procédait pas d'une réaction directe au danger d'une révolution

sociale : elle était profondément enracinée dans la nature même de la société industrielle, avec sa contradiction essentielle entre marché capitaliste et démocratie. Le fascisme représentait ainsi une résolution radicale de cette contradiction inhérente (le « double mouvement », dans les termes de Polanyi), par une redéfinition de la « nature humaine » fondée sur la négation fondamentale de l'unité de l'humanité.

Dans son analyse, Karl Polanyi insistait sur le fait qu'une « *situation fasciste ressemble à une situation révolutionnaire* », et que ce « *coup* » des élites n'est possible que

« *dans la crise complexe des institutions démocratiques* ». Le fascisme se développe donc dans un moment de crise économique et politique globale, lorsque la contradiction entre les intérêts de la société et ceux du marché devient si aiguë qu'aucun équilibre temporaire n'est plus possible. Pour Karl Polanyi, le tournant fasciste était une conséquence directe de la Grande Dépression, qu'il considérait comme la fin de la civilisation de marché du 19^e siècle.

La crise actuelle du capitalisme néolibéral produit des contradictions similaires et une tendance politique à un fascisme imposé d'en haut, comme solution pour imposer l'ordre à un système en crise. Bien sûr, cette tendance ne se développe ni uniformément ni simultanément partout, car le développement inégal et combiné du capitalisme mondial et ses crises ne produisent pas une temporalité homogène. Pour diverses raisons structurelles, la Russie est devenue le « maillon faible » de cette époque de crise, poussant Poutine à abandonner la démocratie dirigée au profit d'un fascisme.

Cette transformation du régime s'est accompagnée de la destruction de toutes les institutions politiques capables de médiatiser l'imposition directe de la volonté du dirigeant. Dans la Russie d'aujourd'hui, il n'existe plus d'« État politique » au sens où un tribunal, un parlement ou un gouvernement local disposerait d'une autonomie relative. Toutes les institutions exécutent des ordres venus d'en haut.

Cette subordination complète des institutions d'État à la « volonté du souverain » était caractéristique du régime hitlérien. On sait que l'un des premiers décrets d'Hitler, une fois au pouvoir, fut l'instauration d'un

« état d'urgence » – c'est à dire, selon la définition célèbre de Carl Schmitt (1888-1985), une « *loi qui abolit toutes les autres lois* » – resté en vigueur jusqu'à l'effondrement du nazisme en 1945. L'érosion des institutions démocratiques et des éléments d'« état d'urgence » se voient aujourd'hui dans des régimes comme ceux de Narendra Modi en Inde, Recep Tayyip Erdogan en Turquie ou Viktor Orban en Hongrie. Toutefois, à la différence de la Russie de Poutine, ces régimes expriment plutôt une potentialité fascisante qu'une transformation déjà accomplie : il y subsiste

encore une autonomie partielle de la société et des institutions.

Les politiques de l'administration Donald Trump depuis le début de 2025 contiennent clairement des éléments d'un tel « état d'urgence » visant à transformer radicalement le système politique étatsunien. Sans s'appuyer sur un mouve-

ment de masse, Trump utilise les instruments de l'appareil d'État pour réprimer l'opposition, restreindre les droits démocratiques fondamentaux et intimider la société en renforçant des institutions répressives comme l'ICE. Le trumpisme, ayant conquis les leviers du pouvoir d'État, est fondamentalement différent du premier mandat de Trump ; on peut y voir une tentative de fascisation par en haut. Néanmoins, Trump se heurte encore aux limites du système politique libéral étatsunien (y compris ses fondements fédéralistes). Il doit prendre en compte l'étendue du soutien électoral et rencontre une résistance active d'une partie de la société.

Comme on le verra plus bas, Poutine a eu bien davantage de temps pour détruire méthodiquement la solidarité dans la société russe ainsi que les faibles éléments d'une culture démocratique. La Russie de Poutine représente donc aujourd'hui la forme la plus aboutie de ce processus – contrairement à l'Amérique de Trump, dont la transition

“ *La signification du fascisme se révèle précisément comme régime, tandis que sous forme d'idéologie ou de mouvement, ses caractéristiques sont trompeuses.* ”

8) Alexander J. Motyl, « Putin's Russia as a Fascist Political System », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 49, no 1, 2016, p. 25-36.

9) Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures de la dialectique* (Paris : Gallimard, 1955), chap. « Sartre et l'ultra-bolchevisme ».

10) Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (Paris : Gallimard, 1983). Voir aussi Jérôme Maucourant, « Bonnes feuilles de Avez-vous lu Polanyi ? – postface », *Contretemps*, 29 octobre 2011.



Russie

demeure dangereuse et imprévisible.

Atomiser et dépolitiser la société

Pour être qualifiées de fascistes, de telles sociétés – même sous des gouvernements d'extrême droite – doivent subir une transformation qualitative. Hannah Arendt (1906-1975) éclaire la profondeur de cette transformation dans *Les Origines du totalitarisme*. Elle en vient à des conclusions proches de celles de Polanyi (11), quoique depuis une perspective théorique différente. Elle soutient que le fascisme n'entretient pas de relation directe avec les traditions intellectuelles antérieures, et qu'il représente non pas un phénomène politique mais un phénomène social : l'aboutissement extrême de tendances clés de la modernité – l'atomisation de la société et la destruction de toute forme de vie publique.

Pour Arendt, l'absence d'une société totalitaire fasciste ne réside pas dans l'immixtion du politique dans toute la vie sociale, mais dans une dépolitisation ultime, c'est-à-dire la disparition de toute notion d'« intérêt commun ». Walter Benjamin a saisi avec une justesse remarquable cette fonction passive et démobilisatrice du fascisme.

Dans la conclusion de *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique* (12), il écrit que le fascisme « esthétise la politique » : il transforme les individus en spectateurs fascinés, consommateurs aliénés d'une politique devenue spectacle ; tandis que le communisme, à l'inverse, « politise l'esthétique », faisant du spectacle culturel un lieu de participation créatrice directe des masses. Le spectacle fasciste possède ainsi un caractère exclusivement hiérarchique : c'est une production dictato-

riale dans laquelle chacun doit tenir le rôle qui lui est assigné, avec la plus grande discipline et obéissance.

En Russie, cet état est aujourd'hui symbolisé par les « démonstrations publiques de solidarité » orchestrées par l'État avec l'armée russe : par exemple, des salarié-es du secteur public et des étudiant-es aligné-es pour former la lettre Z, sinistre emblème de l'agression russe. Ce spectacle politique est purement vertical ; il ne laisse place à aucune initiative venue d'en bas, pas même fasciste. En quatre ans de guerre, le régime russe a envoyé en prison non seulement des militants anti guerre, mais aussi tous les nationalistes impériaux en vue qui ont osé manifester la moindre indépendance (par exemple Igor Strelkov (1970), l'un des principaux architectes de l'intervention russe dans le Donbass en 2014). À cet égard, l'élimi-

“ Il n'existe plus d'« État politique » au sens où un tribunal, un parlement ou un gouvernement local disposerait d'une autonomie relative. ”

nation du groupe mercenaire Wagner, relativement autonome, et l'assassinat spectaculaire de son chef Evgueni Prigojine à l'été 2023 peuvent être comparés à la Nuit des Longs Couteaux en Allemagne en 1934.

L'expression du soutien de masse à la guerre ne peut et ne doit se faire que dans des formes strictement approuvées par le pouvoir : des concerts patriotiques et des « flash mobs », c'est-à-dire des rassemblements-éclair chorégraphiés, organisés par les autorités. Ces ornements des masses ont le même sens qu'il y a un siècle, lorsque Siegfried Kracauer (1889-1966) décrivait dans *L'ornement de la masse* la désintégration de l'individu en éléments corporels séparés, intégrés au processus de production capitaliste et à la reproduction idéologique (13).

Autrement dit, nous faisons face non seulement aux résultats de la désagrégation de la société en atomes, mais aussi à la fragmentation des êtres humains eux-mêmes en parties, incorporées à la machine politique et économique et disciplinées par sa rationalité. La rationalité marchande, qui vise à fractionner, c'est à dire réifier, au sens de Georg Lukács (1885-1971) la personnalité humaine, est poussée à son terme logique : elle s'étend jusqu'à l'organisation de la politique et de la société. Si la nature humaine consiste à lutter pour dominer ses semblables, alors la nature de l'État serait de se constituer comme corps unifié (un

« ornement » de fragments de corps), une « entité » engagée dans une lutte existentielle contre d'autres « entités ». Dans un tel monde, des notions comme culture et souveraineté sont réduites à de simples attributs de cette essence étatique.

L'État fasciste et le capital

Le fascisme apparaît ainsi comme une forme nouvelle de l'État bourgeois, fondée sur une fusion directe entre l'appareil d'État et le capital – au point qu'on pourrait dire que, sous le fascisme, le capital prend la forme de l'État. L'État ne joue plus le rôle d'arbitre au-dessus de la société, ni celui de médiateur entre différents intérêts de classe (comme dans un bonapartisme classique) : il devient l'instrument immédiat d'une domination sans écran.

C'est en ce sens que Trotsky écrit que le capital « prend en main, directement et immédiatement, comme dans un étau d'acier, tous les organes et institutions de la souveraineté : les pouvoirs exécutif, administratif et éducatif de l'État ». Et l'essence même du fascisme, ajoute-t-il, est que « le prolétariat est réduit à l'état amorphe ; qu'un système administratif est créé, qui pénètre profondément dans les masses et sert à empêcher la cristallisation indépendante du prolétariat » (14).

Le juriste et politologue allemand Franz Neumann (1900-1954), dans son livre célèbre *Béhémoth* (15), propose une analyse comparable de l'État fasciste. Pour lui, le fascisme est le pouvoir direct du capital, qui n'a plus besoin de l'État comme force médiatrice. S'appuyant sur les théories marxistes de l'impérialisme, Neumann montre que le passage au nazisme était déterminé par la position du capitalisme allemand, privé de marchés extérieurs à l'époque du repartage impérialiste du monde.

La tendance majeure en Allemagne fut la monopolisation de l'industrie et la transformation de l'immense majorité de la population en prolétaires mobilisables comme soldats et comme travailleurs. Neumann soutient que, dans sa forme finale, le capital fusionne avec l'État : il n'a plus besoin ni du libre échange ni d'un marché du travail libre. Les entreprises faibles ne sont pas maintenues dans une égalité formelle avec les grandes : l'État les juge inefficaces et redistribue leurs biens aux cartels (les confiscations de biens juifs s'inscrivent dans la même logique). Sous le fascisme, la propriété n'est plus garantie par le droit mais par l'acte administratif. Autrement dit, le droit de propriété privé ne

11) Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, t. 3 : *Le Système totalitaire*, Paris, Seuil, coll. « Points/Essais », 2005.

12) Walter Benjamin, « L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique », dans *L'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Plus philosophie », 2008.

13) Siegfried Kracauer, *L'Ornement de la masse. Essais sur la modernité weimarienne* (Paris : La Découverte, 2008).

14) Léon Trotsky, « Comment Mussolini a triomphé ? » (*Œuvres complètes*).

15) Franz Neumann, *Béhémoth. Structure et pratique du national-socialisme*, Paris, Payot, 1987.

dépend pas d'une norme commune, mais d'une décision particulière du souverain. Toute distinction entre le politique (l'État) et l'économique (le capital) disparaît ; l'inégalité réelle des droits qui caractérise le capitalisme n'est plus masquée par la façade d'une égalité juridique formelle.

Le plein emploi proclamé par Hitler permit, selon Neumann, de priver les travailleurs de toute liberté de choix : ils n'ont ni droits collectifs ni droits individuels et doivent se fondre dans l'unité organique de leur entreprise. C'est ainsi que la formule nazie de la « politique au dessus de l'économie » se réalise en pratique : le capital dépasse la nécessité des marchés libres et de la concurrence en transformant l'État en instrument de sa propre expansion. Le fascisme forge donc une relation nouvelle entre capital et État.

Bien sûr, cette fusion ne crée ni homogénéité ni identité complète : elle signifie plutôt une mise en conformité de leurs logiques. On ne peut pas dire, par exemple, que la Shoah ait été « dans l'intérêt » du capital allemand, mais elle a été menée conformément à une rationalité managériale capitaliste, et a représenté la machine productive capitaliste dans sa forme extrême et monstrueuse – ce qu'a brillamment analysé le sociologue Zygmunt Bauman (1925-2017) dans *Moder-nité et Holocauste* (postface d'Enzo Traverso, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Complexe Poche », 2008).

Fascisme et proches parents

Il est frappant de voir à quel point l'explication de l'hitlérisme chez Neumann ressemble à l'« autoritarisme capitaliste » prôné par des idoles intellectuelles de l'*alt right* étatsunienne comme Nick Land (1962) ou Curtis Yarvin (1973) (16). L'« accélération » du capitalisme conduirait inévitablement, selon eux, les États à abandonner toute autonomie du droit et de la légitimité démocratique. L'État démocratique, avec sa fausse égalité formelle entre forts et faibles, serait remplacé par une « Gov-corp » (un gouvernement-entreprise), une corporation hiérarchique dirigée par des managers ayant acquis un pouvoir absolu par la sélection naturelle.

Pour Nick Land, un tel État ne résulterait pas d'une lutte politique ni de la formation d'un mouvement de masse, mais de l'« accélération » de l'économie capitaliste, dont la dynamique détruit et dépasse toutes les

Flash mob au Platinum Arena de Khabarovsk le 11 mars 2022, en hommage à l'armée russe, qui est symbolisée par un Z. © Khv27.ru, CC BY 4.0



formes politiques. Cette utopie autoritaire-libertarienne ressemble paradoxalement à l'envers du capitalisme d'État poutinien : celui-ci repose sur un lien indissoluble entre droits de propriété et pouvoir politique, et sur une conception profondément ancrée du caractère aristocratique, quasi casté, de la bureaucratie d'État (les services de sécurité au sommet de la pyramide).

La similarité étrange entre la vision du monde des *siloviki* (hommes des services et de l'appareil sécuritaire : renseignement, armée, police) de Poutine et celle des admirateurs de Nick Land dans la Silicon Valley s'explique difficilement par une formation idéologique ou des lectures communes. Là où Nick Land cite Thomas Hobbes (1588–1679) et Gilles Deleuze (1925–1995), Poutine cite Ivan Iliev (1883–1954) ou Fiodor Dostoïevski (1821–1881). Les références intellectuelles sont secondaires ; ce qui prime, c'est une rationalité fasciste, intériorisée par les pratiques idéologiques inconscientes du capitalisme néolibéral et caractéristique du type de subjectivité qu'il produit.

Le fascisme contemporain n'a plus besoin de mouvements réactionnaires de masse. Il n'a plus besoin de méthodes de guerre civile pour écraser la classe ouvrière organisée et la réduire à un état « amorphe » par la violence. Ce travail a largement été accompli au cours des décennies de tournant néolibéral dans les pays occidentaux, et par les réformes de marché de « thérapie de choc » dans les États post-socialistes des années 1990. Tout ce qu'il faut, c'est un « coup » venu d'en haut, qui enterre définitivement toute participation démocratique

et donne au capital une forme d'État dictatorial. Comme l'ancien fascisme, le fascisme du 21^e siècle est une tendance née de la crise du capitalisme mondial.

À cet égard, il est frappant de voir à quel point le poutinisme, né des conditions de la transformation post-soviétique, correspond à ces tendances globales. Il n'est pas mû par une dynamique spécifiquement nationale. Dans sa rhétorique, on peine à trouver quelque chose qui ne soit pas familier à tout électeur de Le Pen, partisan d'Orban ou fan de Tucker Carlson : même anti universalisme agressif ; même panique autour des « minorités » ; mêmes défenses de la « famille traditionnelle » et des « valeurs spirituelles » contre le libéralisme et le « marxisme culturel » ; même exploitation de la haine envers des « élites » abstraites.

La seule différence fondamentale du poutinisme semble être qu'il a déjà transformé l'État en régime fasciste du 21^e siècle. En ce sens, il ne sert pas tant à rappeler le passé qu'à avertir sur l'avenir. Mais pourquoi la Russie post-soviétique a-t-elle subi ce sort et est-elle devenue cet exemple terrifiant ?

Le poutinisme : brève histoire d'une « fascisation »

Au milieu des années 2000, alors que Vladimir Poutine venait d'être triomphalement réélu pour un second mandat, l'auteur de ces lignes participait déjà activement à la vie militante de gauche à Moscou. L'un des slogans les plus populaires lors de manifestations nombreuses – que les autorités toléreraient encore dans le centre de la capitale

16) Nick Land, « Dark Enlightenment », traduction française : « Les Lumières noires », *Divergences*, partie 1, 14 octobre 2025, et partie 2, 2 septembre 2025.



Russie

– était : «Russie unie, pays fasciste !» (17) Les jeunes socialistes et anarchistes qui scandaient ce slogan le considéraient comme une exagération nécessaire. Au début du règne de Poutine, il existait encore des libertés civiles, des médias indépendants, des candidats d'opposition et des syndicats ayant le droit de grève.

Néanmoins, une combinaison dangereuse de consolidation du pouvoir personnel, de dépolitisation de masse et de diffusion de vues chauvinistes et racistes était déjà visible. La carrière politique de Poutine et la nature de sa popularité ont été liées à la guerre dès l'origine. Fin 1999, lorsque Boris Eltsine (1931-2007) le désigna

associée à la volatilité politique et sociale ; fatigue face à la pauvreté et à l'insécurité économique ; peur alimentée médiatiquement d'une menace terroriste attribuée aux « radicaux islamiques », mêlée à l'hostilité envers ces « autres » du Caucase qui « remplissent nos villes ».

Il est frappant que cette mentalité de ralliement au drapeau ne visait pas l'Occident. Au contraire, Poutine présentait l'opération tchéchène comme partie intégrante de la croisade contre le « terrorisme international » lancée après le 11 Septembre par George W. Bush. Sa politique intérieure ressemblait étonnamment au projet néoconservateur occidental : privatisation agressive du secteur public, réformes néoli-

le secteur public (éducation, santé) à une austérité néolibérale permanente.

Sous Poutine, les « oligarques » – propriétaires de vastes entreprises acquises à vil prix durant les privatisations post-soviétiques – ont perdu l'influence politique directe qu'ils avaient sous Eltsine. Mais ils ont gagné d'énormes possibilités d'acquiescer d'autres entreprises via la privatisation continue et d'obtenir des contrats lucratifs avec l'État. Le régime, porté par sa « majorité poutinienne » fantasmée, leur a rendu une légitimité perdue dans les années 1990. Sous Eltsine, l'idée dominante était que la privatisation était injuste et criminelle. Avec la reprise économique, le régime poutinien a présenté ce pillage comme une « page tournée », en avertissant que toute révision conduirait au chaos social et à la désintégration du pays.

Jusqu'au début des années 2010, le poutinisme reposait sur une dépolitisation de masse, associée à l'augmentation de la consommation, au plaisir de la « stabilité », au recentrement sur la vie privée. Durant cette période, il se présentait moins comme conservateur que comme « post politique » (au sens de Jacques Rancière) : pur management, dont l'efficacité s'opposerait aux passions politiques et aux slogans des démagogues de la rue. Dans cette atmosphère, en 2008, au terme des deux premiers mandats de Poutine, Dmitri Medvedev – figure sans relief – fut élu président sur sa recommandation par la même « majorité poutinienne ». Qu'importe le nom du président si le style de gestion demeure identique ?



Poutine informe son entourage proche des résultats du sommet Russie-États-Unis qui s'est tenu à Anchorage, en Alaska, le 16 août 2025. © Kremlin.ru, CC BY 4.0

“ *Le capitalisme d'État poutinien repose sur un lien indissoluble entre droits de propriété et pouvoir politique.* ”

comme successeur, l'armée russe menait déjà une « opération antiterroriste » à grande échelle en Tchétchénie.

La victoire écrasante de Poutine à la présidentielle de mars 2000 a marqué l'apparition de ce que certains analystes pro Kremlin ont appelé la « majorité poutinienne ». Les sentiments dominants de cette majorité étaient la frustration, la fatigue et la peur : frustration envers la démocratie,

bérales du droit, combinées au renforcement du contrôle policier et à une rhétorique patriotique d'« unité nationale ». Les premières années du pouvoir poutinien ont vu l'adoption d'un nouveau Code du travail limitant significativement les droits des travailleurs, d'un nouveau Code du logement facilitant la privatisation de l'espace urbain, et d'un impôt forfaitaire de 13 % transformant la Russie en paradis pour les grandes entreprises.

Dans le même temps, la hausse spectaculaire des prix du pétrole permit d'augmenter salaires et pensions tout en maintenant un budget équilibré. C'est là que se sont posées les bases de la combinaison paradoxale néolibéralisme/capitalisme d'État, caractéristique du projet poutinien (18). Le régime plaça progressivement sous contrôle étatique direct ou indirect les entreprises rentables liées aux ressources naturelles, tout en soumettant

Crise financière mondiale, résistances et tournant fascisant

Tout a changé à la fin de 2011, lorsque Poutine a annoncé son intention de revenir à la présidence. Cela a marqué un tournant vers un pouvoir explicitement personnalisé. Fin 2011 et début 2012, Moscou et d'autres grandes villes furent secouées par des dizaines de milliers de manifestants et manifestantes dénonçant la fraude électorale au profit de Russie unie et critiquant l'autoritarisme du régime. Ces mobilisations remettaient en cause le modèle technocratique et « post politique » (19).

En réaction, Poutine a engagé un processus de « fascisation ». Sa campagne de 2012 a rompu avec les précédentes : les manifestations furent présentées comme des manœuvres d'ennemi-es extérieur-es et

17) Russie unie (Edinaïa Rossiïa) est le principal parti pro-Kremlin, souvent présenté comme le parti du pouvoir ; il a été fondé le 1^{er} décembre 2001 par fusion de plusieurs mouvements et partis soutenant le Kremlin.

18) Ilya Matveev, « Russia Inc. », *openDemocracy*, 16 mars 2016.

19) « The Weakest Link of Managed Democracy: How the Parliament Gave Birth to Nonparliamentary Politics » (Le maillon faible de la démocratie dirigée : comment le parlement a engendré une politique extra-parlementaire), *South Atlantic Quarterly*, vol. 113, no 1, 2014, p. 169-185.

intérieur-es cherchant à miner l'unité nationale et à imposer des valeurs étrangères. Poutine se posa en défenseur de la « famille traditionnelle », tandis que l'homophobie et le patriarcat furent élevés au rang d'idéologie d'État. La « majorité poutinienne » fut reconstruite en « majorité conservatrice silencieuse », unie par une foi chrétienne commune et la loyauté à la nation russe.

Malgré sa réélection et l'écrasement des protestations, Poutine continua de perdre le soutien des masses. Les revendications démocratiques (droits civiques, élections équitables) portées par l'opposition libérale pouvaient se combiner avec l'expérience croissante de la pauvreté et des inégalités. Au début des années 2010, la croissance russe, fragilisée par la crise de 2008, avait cédé la place à la stagnation et à la baisse des niveaux de vie.

Dans ce contexte, Poutine a perçu l'Euromaidan à Kiev en 2014 comme une menace directe : un changement de pouvoir arraché par la mobilisation de rue en Ukraine lui apparaissait comme un précédent potentiellement contagieux. En raison de la proximité géographique, des liens historiques et de l'attention médiatique, ce scénario risquait, à ses yeux, d'offrir à la société russe un exemple concret de renversement d'un pouvoir jugé illégitime. Il a donc répondu par une escalade agressive – annexion de la Crimée puis intervention dans l'est de l'Ukraine – à la fois pour réaffirmer la domination russe dans l'« étranger proche » et pour renforcer, à l'intérieur, une logique de « forteresse assiégée ». Dès lors, politique extérieure et politique intérieure sont devenues indissociables : l'une servait à verrouiller l'autre.

L'annexion de la Crimée et l'intervention militaire dans l'est de l'Ukraine ont marqué un tournant dans la transformation du régime. La légitimité ébranlée du poutinisme a été restaurée par la guerre et par le passage progressif à une politique de « forteresse assiégée ». La « majorité conservatrice silencieuse » de la construction idéologique poutinienne a été supplantée par le « consensus criméen » : un accord passif, largement partagé, avec les aventures géopolitiques du régime. Toute personne qui exprimait sa dissidence face à cet impérialisme était qualifiée de « traître à la nation ». La politique intérieure a alors cédé la place à la politique étrangère : le seul sujet agissant pouvait être le chef national et commandant en chef, tandis que le devoir civique des autres se réduisait à son soutien passif.

Mais le « consensus criméen » n'a pas duré. Dès 2017, une nouvelle vague de politisation est apparue en Russie, sous des formes diverses : manifestations de rue contre la corruption à l'initiative du populiste libéral Alexeï Navalny ; mécontentement de masse face à une réforme néolibérale des retraites ; mouvements vigoureux pour la défense de l'environnement ; luttes pour préserver l'autonomie du pouvoir local dans les régions. Dans toute leur diversité, ces mobilisations ont posé la question des inégalités sociales de façon bien plus nette qu'en 2011. La répression et la rhétorique géopolitique ne suffisaient plus au régime pour obtenir un contrôle total de la société : il lui fallait une véritable guerre.

On voit que, s'appuyant sur une majorité dépolitisée fantasmée (dont le contenu est constamment redéfini d'en haut), le poutinisme a glissé vers le fascisme comme tentative de résoudre sa crise structurelle, de réprimer les défis internes et externes. Plus le défi était sérieux, plus il risquait de révéler les contradictions entre l'élite capitaliste et une classe travailleuse appauvrie. Pour se maintenir, le régime fut poussé vers des mesures toujours plus radicales et fascisantes.

L'ordre règne à Moscou

Si la première forme « technocratique » du poutinisme disposait d'une base électorale passive dans la bureaucratie d'État, la petite entreprise et certaines fractions atomisées de la classe ouvrière, sa forme finale exhibe un pouvoir nu : l'État impose un ordre fondé sur une inégalité de classe brutale. Dans la situation actuelle, la classe moyenne soutient largement la rhétorique chauvine anti-ukrainienne, mais n'envoie pas ses enfants à l'armée. La plupart des forces russes en Ukraine proviennent des travailleurs provinciaux pauvres et des chômeurs, pour lesquels l'engagement est parfois la seule possibilité d'obtenir un emploi correctement payé.

Au début du printemps 2022, il n'a fallu que quelques semaines au régime pour imposer un nouvel ordre politique après l'invasion de l'Ukraine – avec une férocité extrême. Des manifestations anti-guerre mal organisées furent réprimées avec une brutalité sans précédent : plus de 16 000 personnes furent arrêtées et sanctionnées au cours du printemps. Une censure militaire fut instaurée, avec des peines allant jusqu'à quinze ans de prison. Toute opposition publique à l'inva-

sion devint un crime – non seulement les rassemblements, mais aussi un message sur les réseaux sociaux ou un commentaire au travail. La répression reste sélective mais s'intensifie ; elle a déjà eu un effet d'intimidation généralisée.

Le soutien de masse à la guerre, tel qu'il apparaît dans des sondages principalement réalisés par des instituts contrôlés par le Kremlin, a un caractère performatif et contraint. Les réponses sont perçues comme un acte de loyauté permettant de préserver la sécurité de la vie privée. Il est difficile de dire à quel point cette situation est stable. La baisse du niveau de vie due aux sanctions et aux dépenses militaires, ainsi que l'ampleur des pertes – longtemps dissimulée – seront des facteurs de mécontentement. C'est pourquoi la guerre, sous une forme ou une autre, sera probablement la condition d'existence du régime – et peut être la cause de son effondrement.

On peut néanmoins affirmer dès aujourd'hui que le régime poutinien a connu, en plus de vingt ans, une évolution graduelle : de l'autoritarisme néolibéral dépolitisé à une dictature brutale. Il s'agit d'un développement grotesque issu de la « normalité » d'une société capitaliste lorsqu'elle est confrontée à la crise économique, à une inégalité sociale massive et à un ordre maintenu par la répression intérieure et la guerre impériale extérieure. Voilà ce qu'a de « normal » et de familier le régime de Poutine : la passivité et l'atomisation de la société, l'anti-universalisme réactionnaire de la rhétorique, le tout multiplié par la rationalité cynique des élites. Il faut le qualifier explicitement de fasciste, non seulement parce qu'il correspond à cette définition, mais aussi pour que les mouvements émancipateurs d'aujourd'hui comprennent l'ampleur de la menace mondiale pesant sur notre avenir commun. ■

Le 27 octobre 2022

EN SAVOIR PLUS

Le ministère russe de la Justice a qualifié d'« agent étranger » le site web de nos camarades de Posle en raison de son position anti-guerre. N'hésitez pas à faire un don pour les soutenir.





Russie

Une fraude anticoloniale : le Kremlin en Afrique

Parmi les nombreux concepts issus de la guerre froide, le *campisme* reste d'une actualité frappante dans le monde de plus en plus polarisé d'aujourd'hui. Il présente la politique mondiale comme un affrontement entre deux camps : l'Occident impérialiste, considéré comme la principale source d'exploitation et d'instabilité mondiales, s'opposerait à ses prétendus adversaires anti-impérialistes. Le campisme présente donc une tendance à soutenir toute force s'opposant à l'impérialisme occidental et à ses alliés, quelle que soit sa nature réactionnaire, prédatrice, ou même impérialiste.

Par
Sasha Fokina

Dans le cas de la Russie, la résurgence de cette mentalité est devenue particulièrement visible après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022. Alors que Moscou lançait son offensive contre un pays indépendant et se livrait à des crimes coloniaux systématiques, tant sur les lignes de front (1) que dans les territoires occupés (2), certain-es ont choisi d'ignorer ces atrocités, prétendant que l'expansion de l'OTAN n'aurait laissé aucune alternative au Kremlin.

Alors que le Kremlin réprime (3) de plus en plus les droits des peuples autochtones en Russie et intensifie la persécution

des voix de l'opposition – notamment de gauche (4) –, la logique campiste dissocie la géopolitique des rapports sociaux internes (5). Dans la Russie contemporaine, cette division est encore plus prononcée. Tout en prétendant parler au nom du Sud global, Moscou étend ses ambitions impérialistes bien au-delà de ses frontières, touchant non seulement les États indépendants voisins tels que l'Ukraine et la Géorgie, mais aussi des régions plus lointaines.

Voulant se donner une image anti-impérialiste, la Russie cible de plus en plus les pays africains, qui continuent d'être soumis à une domination néocoloniale marquée par la concurrence entre les puissances mondiales et régionales. L'alliance avec un Moscou supposément anti-occidental est souvent présentée comme un moyen de résister aux ambitions expansionnistes des anciennes puissances coloniales ; elle permettrait selon ce discours de garantir la stabilité et la croissance économique du continent. Pourtant, la réalité de l'implication russe en Afrique révèle autre chose : la rhétorique anticoloniale ne suffit pas à elle seule à justifier ce campisme, et encore moins à apporter une véritable libération aux peuples africains.

Histoires de la guerre froide

Pendant la Guerre froide, l'Union soviétique, motivée par sa rivalité avec le bloc capitaliste occidental, a joué un rôle notable dans les mouvements de décolonisation de nombreux pays africains. Elle a fourni des ressources essentielles aux



Sasha Fokina

Sasha Fokina est une journaliste et analyste spécialisée dans les luttes anticoloniales, les guerres et les autocraties dans les pays du Sud, ainsi que dans les questions féministes et migratoires. Publié initialement sur le site de la Rosa-Luxemburg-Stiftung. Traduit par Anouk Essayad.

luttes de libération : armes, soutien économique et encadrement politique. Dans le même temps, des dizaines de milliers d'étudiant-es de toute l'Afrique ont suivi des études en URSS et dans d'autres pays du bloc de l'Est, renforçant encore l'attrait et l'influence du projet soviétique (6).

Après l'effondrement de l'URSS, la présence de Moscou en Afrique a fortement décliné, le nouvel État russe étant confronté à des crises internes. Mais entre le milieu des années 2000 et les années 2010, le Kremlin a progressivement

1) Ukraine.bellingcat.com

2) « Russia's deportation of Ukrainian children amounts to crime against humanity, UN says » (« L'ONU estime que la déportation d'enfants ukrainiens par la Russie constitue un crime contre l'humanité »), Laura Gozzi, 10 mars 2026, BBC.

3) « Права коренных народов в условиях конфликта и в постконфликтных ситуациях: военная агрессия Российской Федерации против Украины » (Les droits des peuples autochtones dans les situations de conflit et d'après-conflit : l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine), ICIPR, ADC Memorial-Brussels, INFOE, 3 février 2026.

4) « Une lettre de prison sur la situation de la gauche russe », Boris Kagarlitsky, 1^{er} avril 2024, *Inprecor*.

5) « Many Shades of Campism: An Internationalist Critique » (Les multiples facettes du « campisme » : une critique internationaliste), Amir Kianpour & Morteza Samanpour, 27 novembre 2025.

6) « Return from the USSR: Soviet-educated Africans, politics and work, 1960s–2000s » (Retour d'URSS : les Africains formés en Union soviétique, politique et travail, des années 1960 aux années 2000), Constantin Katsakioris, 12 février 2021, *Canadian Journal of African Studies*.

commencé à renouer des liens avec ses anciens partenaires sur le continent. Son retour en Afrique est devenu un sujet d'attention médiatique international en 2019, lorsque la Russie a accueilli son premier Forum Russie-Afrique à Sotchi. À cette occasion, le président Vladimir Poutine a déclaré l'ouverture d'une « nouvelle page » dans les relations russo-africaines (7). Les médias occidentaux ont largement couvert l'évènement, publiant des titres tels que « *Poutine vient de faire son tour d'honneur au Moyen-Orient. Il se tourne désormais vers l'Afrique* » et « *Le sommet Russie-Afrique, une démonstration de l'ambition de Moscou dans la région* » (8). Face à un isolement croissant dans les pays occidentaux et voulant s'afficher comme une véritable superpuissance, le Kremlin a commencé à promouvoir activement son influence dans les pays du Sud global, en particulier en Afrique.

Le recours à la force traditionnelle

Depuis 2019, la portée de la coopération de la Russie avec les pays africains s'est considérablement élargie. La Russie a aussi étendu son réseau auprès des nouveaux régimes confrontés à un isolement régional et international, ainsi qu'auprès de régimes non-alignés qui cherchent à diversifier leurs partenariats.

Sur le plan économique, la présence de Moscou en Afrique reste limitée : la Russie n'a tout simplement pas les moyens financiers de rivaliser avec les

autres acteurs régionaux. Pourtant, les médias russes ont salué le record historique de la valeur totale des échanges commerciaux entre Moscou et les pays africains, qui s'élevait à près de 28 milliards de dollars en 2025 (9). Or, ce montant dépasse les 300 milliards de dollars pour la Chine et l'UE, tandis que celui des États-Unis, des Émirats arabes unis et de l'Inde dépassait 100 milliards de dollars chacun (10). Cela dit, la Russie a réussi à occuper une niche économique

“ Les exportations d'armes constituent le pilier de la présence russe dans la région. ”

en exportant des projets liés à l'énergie nucléaire. Alors que la demande en énergie augmente à mesure que la population croît, Moscou propose son expertise sur le sujet, ainsi qu'une formation pour le personnel futur et le combustible nucléaire nécessaire au fonctionnement de ces projets à long terme (11).

Une autre dimension de l'influence économique stratégique de la Russie dans la région concerne la sécurité alimentaire. En 2025, Agroexport, l'agence russe chargée des exportations agricoles, a affirmé que Moscou était devenue le premier fournisseur de céréales de l'Afrique, représentant un tiers du marché du blé du continent (12). Au total, la Russie exporte des céréales vers une quarantaine de pays africains, la demande de l'Algérie, de la Libye, du Kenya, du Maroc, de la Tunisie et de la Tanzanie ayant considérablement augmenté ces dernières années. Dans un contexte de perturbation des chaînes d'approvisionnement et de hausse des prix – en partie due à la guerre menée

par la Russie en Ukraine, ainsi qu'aux chocs climatiques et aux effets persistants de la pandémie –, certains gouvernements africains ont accusé le Kremlin d'exploiter cette dépendance à des fins de pression politique (13).

Mais ce sont essentiellement les exportations d'armes qui constituent le pilier de la présence russe dans la région. En janvier, Rosoboronexport – l'agence russe chargée des ventes militaires – a affirmé que ses exportations vers les pays africains avaient atteint le niveau de l'époque de la guerre froide, lorsque l'Union soviétique assurait 40 % des approvisionnements du continent (14). On ne peut pas savoir avec certitude si cela reflète la réalité ou les rêves du Kremlin, compte tenu de la limite des capacités d'exportation militaire de la Russie, alors même qu'elle est en guerre en Ukraine. Toujours est-il que Moscou reste un acteur essentiel sur le marché des armes du continent. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, entre 2020 et 2024, la Russie a représenté 21 % des importations africaines d'armes lourdes, devançant ainsi la Chine (18 %) et les États-Unis (16 %) (15).



Table ronde lors du deuxième Forum Russie-Afrique à Saint-Petersbourg, le 27 juillet 2023.

7) « В Сочи прошел первый саммит “Россия - Африка” » (Le premier sommet « Russie-Afrique » s'est tenu à Sotchi), 24 octobre 2019, Konstantin Zavrzhin, Kira Latukhina, RG.RU.

8) Mary Ilyushina, David McKenzie, 25 octobre 2019, *CNN World* et *France* 24, 23 octobre 2019.

9) « Товарооборот России со странами Африки вырос до \$27,7 млрд в 2025 году » (Les échanges commerciaux entre la Russie et les pays africains ont atteint 27,7 milliards de dollars en 2025), 6 janvier 2026, *Afrinz.ru*.

10) « China-Africa Trade in 2025 », Lucy Stevenson-Yang, 13 février 2026, *China global South Project*; « Commerce UE-Afrique: faits et chiffres », 11 février 2026, Conseil de l'Europe; « Africa », 2025, Office of the United States Trade Representative; « UAE-Africa trade jumps 30% as investment inflows rise », 17 octobre 2025, *CNB Africa*; « India-Africa Momentum – A Purpose-Driven Partnership », août 2025, Confederation of Indian Industry.

11) « Construction permit issued for first Egyptian unit » (Permis de construire délivré pour la première tranche du projet égyptien), 30 juin 2026, *World Nuclear News*.

12) « Russia-Africa: Moscow becomes continent's top grain supplier », Salimata Koné, 17 mars 2025, *The Africa Report*.

13) « Russia's grain deal exit is a stab in the back – Kenya », 18 juillet 2023, Antoinette Radford & Kathryn Armstrong, *BBC News*.

14) « ВТС России со странами Африки достигло масштабов СССР » (Les échanges commerciaux entre la Russie et les pays africains ont atteint le niveau de ceux de l'URSS), 30 janvier 2026, *Tacc*.

15) « Trends in international arms transfers, 2024 » (tendances des ventes d'armes à l'étranger, 2024), mars 2025, SIPRI.



Russie

« Une présence militaire à visage humain »

Outre ses exportations d'armes conventionnelles, la Russie fournit depuis des années les services de la société militaire privée Wagner à ses partenaires africains. Le « groupe Wagner » a désormais été officiellement intégré au ministère russe de la Défense et rebaptisé « Africa Corps » (peut-être en référence à l'« Afrika-korps » allemand de la Seconde Guerre mondiale), à la suite du décès du fondateur de la Société militaire privée, Evgeny Prigozhin, en 2023 (16).

Les services proposés par les « instructeurs militaires » russes – un terme vague désignant en réalité des

16) « Распил валькирии » (Le partage du butin des Valkyries), Alexandra Fokina, 6 septembre 2023, Novaya Gazeta.

17) « Россия ведет информационную войну в Африке » (La Russie mène une guerre de l'information en Afrique), Sasha Fokina, 5 février 2025, Doha ; « Treasury Sanctions Illicit Gold Companies Funding Wagner Forces and Wagner Group Facilitator » (Le Trésor étatsunien impose des sanctions à des sociétés d'or illicites finançant les forces de Wagner et à un intermédiaire du groupe Wagner), 27 juin 2023, US Department of the Treasury ; « Шеф и повар » (Chef et cuisinier, Première partie, Enquête sur la façon dont Yevgeny Prigozhin a mené l'offensive russe en Afrique), Roman Badanin et autres, 13 mars 2019, Proekt ; « Come follow the redwood trees – tracking Wagner's forestry business in CAR » (Venez sur les traces des séquoias – à la découverte de l'activité forestière de Wagner en RCA), 26 juillet 2022, All Eyes On Wagner.

18) « Central African Republic President Touadéra wins referendum with Wagner help » (Le président de la République centrafricaine, Touadéra, remporte le référendum grâce à l'aide de Wagner), 7 août 2023, Natasha Booty & Yusuf Akinpelu, BBC News.

19) « Law on 'foreign agents' embarrasses Touadéra's ministers », 25 octobre 2024, *Africa Intelligence* et « Foreign Agent Laws in the Authoritarian Playbook », Iskra Kirova, 19 septembre 2024, *New Eastern Europe*.

20) « Je ne le fais pas seulement pour moi » : les révélations d'un ex-propagandiste sur les secrets de la désinformation russe en Centrafrique », Léa Peruchon, 21 novembre 2024, *Forbidden stories*.

21) « Muzzled And Threatened, Central African Opposition Struggles To Survive », AFP - Agence France Presse, 6 mars 2024.

22) « Russian mercenaries accused of cold-blooded killings in Mali - BBC speaks to eyewitnesses », 26 novembre 2025, Thomas Naadi, *BBC Africa*.

23) « Wagner's red room: How Russian mercenaries flaunt their crimes on Telegram », Matteo Maillard, 25 juin 2025, *The Africa Report*.

24) « Конец неокOLONIALИЗМА: Русский мир вместо Франсафрики » (« La fin du néocolonialisme : le "monde russe" à la place de la "Francafrrique" »), Artem Kureev, Alena Fokina, 18 avril 2025, *Afrinz*.

25) « The business of despair - The Russia army's recruiting of African fighters », février 2026, *Inpact*.

mercenaires – dépassent les services de sécurité habituels. Ils comprennent aussi des conseils politiques, sur des sujets allant des campagnes de désinformation (et l'organisation de fausses manifestations), à la gestion de contrats lucratifs pour l'exploitation des ressources naturelles dans toute une série de secteurs (comme l'or, d'autres minéraux, ou le bois) (17).

La République centrafricaine (RCA) en est un exemple typique : son président, Faustin-Archange Touadéra, a été le premier dirigeant africain à accueillir officiellement Wagner dès 2018. Officiellement, le dirigeant centrafricain a invité des « instructeurs russes » pour soutenir l'armée nationale dans sa lutte contre les rebelles locaux. En réalité, ils sont devenus indispensables au maintien au pouvoir de Touadéra lui-même. Par exemple, ils ont soutenu le référendum constitutionnel de 2023, dont les résultats ont permis au président de rester au pouvoir sans limitation de mandat (18). Actuellement, les « conseillers politiques » en RCA font la promotion d'une loi sur les agents étrangers : il s'agit du mécanisme répressif de prédilection du Kremlin, qui l'utilise contre ses propres opposant-es depuis 15 ans, et qu'il exporte ainsi vers les régimes autoritaires amis en déclin (19). Les organi-

sations soutenues par la Russie mènent également des campagnes agressives sur les réseaux sociaux en RCA, intimidant les détracteurs du régime (20). Des sources de l'AFP laissent même entendre que les forces russes suivraient les opposant-es au président à l'aide de drones (21).

Dans des rapports provenant d'autres pays ayant connu la présence d'instructeurs militaires russes, des civil-es les ont accusés d'assassinats, de tortures et de violences sexuelles (22). Les anciens

canaux Telegram de Wagner regorgent de preuves d'exécutions systématiques et de profanation de cadavres, notamment au Mali (23). Voilà ce que la propagande russe appelle une « présence militaire à visage humain » (24).

De plus, des rapports récents indiquent que de jeunes hommes africains partis en Russie pour

étudier ou occuper ce qu'ils pensaient être des emplois civils bien rémunérés sont en réalité envoyés sur le front en Ukraine (25). Moscou les considère comme une main-d'œuvre bon marché, indispensable à son effort de guerre. Souvent contraints de signer des contrats dans une langue qu'ils ne comprennent pas, des milliers d'hommes originaires d'au moins 36 pays africains ont été utilisés comme chair à canon au front. L'enquête d'Inpact a identifié plus de 1 400 Africains recrutés par la Russie, mais d'autres rapports

“ Les anciens canaux Telegram de Wagner regorgent de preuves d'exécutions systématiques et de profanation de cadavres, notamment au Mali. ”



Vladimir Poutine rencontre Ibrahim Traoré, chef de la junte du Burkina Faso, pendant la conférence au sommet Russie-Afrique de juillet 2023. © AFP/Getty images.

suggèrent des chiffres plus élevés (26). Dans les mois qui ont suivi leur arrivée, plus de 300 d'entre eux auraient été tués. Ceux qui survivent ne reçoivent souvent aucune compensation financière, sont confrontés au racisme de leurs commandants et ont du mal à quitter le pays. En l'absence de surveillance internationale, le Kremlin a en effet mis en place un réseau transnational de traite d'êtres humains, un système d'exploitation tirant profit des vulnérabilités économiques de ceux-là mêmes qu'il prétend soutenir dans leur lutte anticoloniale.

L'« anticolonialisme de façade »

De telles opérations hybrides semblent convenir parfaitement aux autocraties en difficulté qui comptent parmi les partenaires historiques de Moscou, ainsi qu'aux jeunes régimes dont le choix de partenaires est limité. Par exemple, les junte du Sahel – les régimes du Mali, du Burkina Faso et du Niger – s'appuient fortement sur les sentiments anticolonialistes de la population. Il va sans dire que ces sentiments trouvent leur origine dans une exploitation réelle qui dure depuis des siècles, la France ayant mené des opérations militaires dans la région jusqu'à récemment (27). Les jeunes régimes invoquent cette injustice historique et refusent de coopérer avec les anciennes métropoles. Mais ils finissent régulièrement par se tourner vers la Russie (28).

Le Kremlin saisit d'abord l'occasion de promouvoir une image qui lui convient. Selon les théories du complot diffusées par le Kremlin, les États-Unis gèreraient des laboratoires biologiques à travers le continent et les entreprises occidentales produiraient des vaccins mortels (29). Le Kremlin séduit les pays du Sud en présentant les BRICS comme un projet de lutte contre l'hégémonie étatsunienne. Poutine condamne ouvertement l'histoire « honteuse » du colonialisme occidental et appelle sans relâche à la création d'un État palestinien (30).

Divers organes de propagande aident le Kremlin à diffuser ces récits : Sputnik Africa, RT, TASS, ainsi que l'agence de



AFP / Getty image

presse récemment créée African Initiative. Son contenu est traduit dans les principales langues parlées sur le continent. Son personnel comprend des membres

de l'ancien réseau de sociétés militaires privées Wagner. African Initiative est dirigée par Artem Kureev. Des rapports suggèrent qu'il est un agent de la Cinquième Direction chargée des affaires étrangères de l'agence de renseignement intérieure russe (FSB) (31).

Dans les pays où l'influence russe est déjà

bien établie, les campagnes de propagande visant à façonner l'opinion publique sur le terrain ont été confiées à des organisations locales et à des figures influentes. Lors du deuxième forum Russie-Afrique, le président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, a salué le soutien de Moscou à la souveraineté africaine et a même comparé l'histoire moderne de la Russie à celle des pays africains en qualifiant les deux de « peuples oubliés du monde » (32). À un niveau plus modeste, une ONG ivoirienne affiliée à la Russie, appelée « Soutien total à Vladimir Poutine en Afrique », a même lancé un prix international en son nom (33), rendant hommage à ce que le fondateur de l'ONG a qualifié d'« acte libérateur de Poutine pour l'Afrique » (34). Par ailleurs, l'African Initiative organise des voyages de presse dans les territoires ukrainiens occupés, au cours desquels des blogueurs issus de régimes sahéliens discutent de la

« reconstruction de nouvelles régions » et reçoivent une formation à la conduite de campagnes d'information (35).

Contre le campisme

Comme indiqué ci-dessus, la présence de la Russie en Afrique n'a pas grand-

26) « Over 1,000 Kenyans recruited to fight for Russia in Ukraine, report says », Humphrey Malalo, 19 février 2026, Reuters.

27) « French troops in Sahel: A look back at Operation Barkhane », 29 novembre 2024, France 24 English.

28) « Francophonie : les retraits du Niger, du Burkina Faso et du Mali, signes "d'une crise du multilatéralisme" », 19 mars 2025, RFI.

29) « Минобороны РФ: США пытаются укрепить влияние в Африке с помощью биологических лабораторий » (Ministère russe de la Défense) / The Insider (Campagne de dénigrement. Le FSB a lancé une campagne de désinformation en Afrique), Roman Dobrokhoto, Hristo Grozev, Dada Lindell, 8 février 2024.

30) « Путин назвал позорным колониальное прошлое и настоящее Запада » (Poutine, passé colonial) / TASS (Poutine : la Russie soutient les Palestiniens), 13 août 2024.

31) « Черный пиар. ФСБ начала кампанию по дезинформации и конспирологии в Африке » (Désinformation. Le FSB a lancé une campagne de désinformation et de théories du complot en Afrique), Roman Dobrokhoto, Hristo Grozev, Dada Lindell, 8 février 2024, The Insider.

32) « Burkina Faso's President Traoré Delivers Anti-Imperialist Speech at Russia-Africa Summit », 2 août 2024, Orinoco Tribune.

33) « Vladimir Poutine : Des OSC du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire lui dédient un prix international », 20 décembre 2023, Burkina 24.

34) « Burkina Faso: A Liberating Act for Our Africa », Says Founder », 29 décembre 2023, Muhammad Nooh Osman, Sputnik Africa.

35) « Propaganda Machine: l'offensive de la Russie contre l'information au Sahel », Léa Peruchon, 21 novembre 2024, Forbidden Stories.



Russie

chose à voir avec la libération des populations locales et vise plutôt à soutenir des régimes partenaires. Les crimes de guerre, l'extractivisme et le renforcement des régimes autocratiques mettent en évidence les motivations réelles du retour du Kremlin sur le continent – des motivations qui ne sont pas très différentes de celles des autres puissances néocoloniales.

De nombreuses questions subsistent : ce prétendu anticolonialisme, soutenu par des efforts de propagande et des campagnes de désinformation, parvient-il à convaincre qui que ce soit ? Les manifestations montrant des foules brandissant des drapeaux russes et Wagner (36) sont-elles mises en scène ou existe-t-il un véritable soutien à la Russie en Afrique ? La majorité des peuples perçoivent-ils l'influence que la Russie exerce sur leurs propres gouvernements, leurs élections et leurs économies ? Les données sociologiques générales fournissent des informations limitées : la dernière édition de l'étude Afrobarometer montre d'importantes variations d'un pays à l'autre (37). Au Mali, l'un des nouveaux partenaires essentiels de Moscou, la perception positive de l'influence économique et politique de la Russie par le public est passée de 56 % en 2019–2021 à 88 % en 2023–2025. Parallèlement, en Guinée – qui n'est pas étrangère aux activités commerciales de la Russie (38) –, l'opinion positive sur l'influence russe a chuté de 63 % à 49 % au cours des années respectives. Dans

36) « Au Niger, drapeaux russes et manifestations pro-putschistes après le coup d'État contre Bazoum », Manon Laplace, 28 juillet 2023, *Jeune Afrique*.

37) « Popular perceptions of Russia lag, even as its influence grows across Africa », *Afrobarometer Dispatch* No. 1139, Aubrey Ghambi, Alfred Torsu, et Carolyn Logan, 27 février 2026.

38) « Friguia Bauxite and Alumina Complex », *Rusal*.

39) « AD1139: Popular perceptions of Russia lag, even as its influence grows across Africa », Aubrey Ghambi, Alfred Kwadzo Torsu et Carolyn Logan, 27 février 2026, *Afro Barometer*.

40) « Le Kremlin ouvre des "Maisons russes" pour projeter une puissance douce », 17 décembre 2024, *Africa Defense Forum*.

41) « Wagner pays cash for digital influence », 16 novembre 2024, *Africa Confidential* Vol 64 no 23.

42) « Russia is Still Fighting for Communism », *Infrared*, 17 mai 2023 / Compte socialiste.champagne sur Instagram.

43) Doxa.team - Malofeev's far-right dream.

44) « The warm handshake between Donald Trump and Vladimir Putin », 15 août 2025, *France 24*.



Les rues de Bamako commencent à dénoncer la politique de Poutine.

le même temps, la perception positive moyenne de la Russie en Afrique (36 %) est inférieure à celle de la Chine (62 %), des États-Unis (52 %), de l'UE (50 %) ou de l'Inde (39 %) (39).

Les résultats de la lutte menée par le Kremlin pour gagner les cœurs et les esprits sur le terrain restent mitigés, même s'il est clair que certains groupes tirent profit de sa présence. Dans le même temps, Moscou semble prendre au sérieux la concurrence entre les grandes puissances dans la région. Cela se manifeste par le nombre croissant d'institutions de *soft power* du Kremlin, telles que les Maisons russes (40), le renforcement de sa présence en matière de sécurité et ses investissements dans des projets d'infrastructure à long terme.

D'un point de vue mondial, l'instrumentalisation cynique par le Kremlin des discours anticolonialistes – y compris ses prétendus efforts pour « libérer » les sociétés africaines – semble avoir rencontré un succès limité mais notable auprès de certains segments de la gauche. Au-delà des propagandistes affiliés au Kremlin (41), cette position trouve un écho auprès de commentateurs anti-intellectualistes et d'influenceurs en ligne (42), ainsi que de partis politiques (tels que le DKP allemand), qui dénoncent l'impérialisme occidental tout en ignorant la

nature antidémocratique et réactionnaire de ses rivaux géopolitiques. Dans ce cadre, les activités de la Russie en Afrique sont souvent invoquées comme preuves à l'appui de ces points de vue.

Cette logique est non seulement profondément occidentalocentrée – dans une perspective campiste, seul l'Occident est considéré comme ennemi capable de commettre des atrocités – mais aussi tout à fait dangereuse. Elle compromet les luttes progressistes contre des régimes qui se présentent comme des adversaires de l'Occident,

que ce soit en Russie, en Iran ou au Venezuela. Pendant ce temps, bien qu'appartenant en apparence à des camps opposés, les élites conservatrices tant en Russie qu'aux États-Unis continuent de poursuivre des intérêts communs, en œuvrant à construire leur propre Internationale fasciste (43) et en se serrant la main en Alaska (44). Dans le système mondial actuel façonné par le capital et imposé par les États, seuls des mouvements véritablement internationalistes et anticolonialistes, fondés sur la solidarité avec les peuples des deux « camps », offrent une voie viable vers la libération de la classe exploitée. ■

“Les résultats de la lutte menée par le Kremlin pour gagner les cœurs et les esprits sur le terrain restent mitigés.”

Le 22 avril 2026

La guerre de 40 jours : rivalités et catastrophe sociale

Le cessez-le-feu actuellement en place reste fragile, et son issue incertaine. Et cela d'autant plus qu'un blocus maritime des ports iraniens a été mis en place par les États-Unis. La guerre des 40 jours, déclenchée le 28 février par l'alliance israélo-étatsunienne, est à ce jour l'un des affrontements capitalistes les plus déterminants du 21^e siècle.

Par
Sara Selami

Les conséquences de cette guerre pèsent déjà lourdement sur la vie des peuples et notamment des travailleur·ses en Iran, au Liban, dans l'ensemble de la région et bien au-delà. Il ne s'agit pas simplement d'un affrontement militaire régional, mais d'un choc durable dont les effets sociaux, économiques et politiques se feront sentir pendant de longues années.

Les ravages de la guerre

La guerre a débuté par le bombardement d'une école primaire à Minab, où cent vingt enfants ont été massacrés. De nombreux lieux de travail ont été pris pour cibles : des installations pétrolières, des raffineries, des usines pétrochimiques et sidérurgiques, des centrales électriques, des routes, ponts, ports, aéroports, hôpitaux, centres scientifiques, écoles, universités, monuments historiques et quartiers résidentiels ont été frappés. Près de 2 000 civil·es ont été tués et plusieurs milliers d'autres blessés. En plus des morts directes provoquées par les bombardements, la fermeture de nombreux sites de production a entraîné un chômage massif et une chute brutale des revenus pour des millions de familles ouvrières.

Cette guerre a porté un nouveau coup sévère au pouvoir d'achat de la majorité de la population. Si l'approvisionnement en biens essentiels se maintient dans l'ensemble, les prix, déjà insupportables avant la guerre, se sont envolés encore.

La coupure massive d'Internet imposée par la République islamique a également frappé de plein fouet les plate-

formes numériques, le commerce en ligne et les services connectés, secteurs dont dépendaient les revenus de 11 millions de personnes. Une grande partie d'entre elles se retrouve aujourd'hui sans ressources. Même dans l'hypothèse d'un retour à une situation plus stable, la reconstruction du pays pourrait prendre entre dix et quinze ans, tandis qu'environ 2 millions de personnes risquent de rester durablement au chômage.

Sur le plan politique et social, la guerre a renforcé l'appareil répressif du régime. Le climat sécuritaire créé par la guerre a permis au pouvoir de suspendre ou d'étouffer les protestations sociales. La répression contre les syndicalistes, les prisonnier·es politiques et les activistes sociaux s'est considérablement intensifiée. Les exécutions sont devenues quasi quotidiennes, des dizaines de personnes sont arrêtées chaque jour.

La guerre et la décapitation du pouvoir n'ont pas provoqué l'effondrement du régime ; au contraire, la première lui a permis de reconstituer une nouvelle cohésion interne, et de durcir encore davantage son contrôle sur la société.

Au Liban aussi, les frappes israéliennes ont complètement détruit le sud du pays, une grande partie de Beyrouth et des infrastructures civiles. Plus de 2 500 personnes ont été tuées et l'effondrement économique, en cours depuis plusieurs années, a été accentué. Là aussi, des milliers de travailleur·ses ont perdu leur emploi. Les déplacements massifs de populations ont encore fragilisé les conditions de vie des familles populaires. Les travailleur·ses migrant·es présent·es au Liban, sans protection sociale, souvent sans possibilité de déplacement ou de



Sara Selami

Sara Selami est militante de Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI). Intervention lors d'une réunion publique organisée à Rouen, le 28 avril 2026, revue par l'auteure.

retour, ont subi de plein fouet les conséquences de la guerre. Comme en Iran, dans l'ensemble de la région la guerre a servi de prétexte au renforcement du contrôle sécuritaire, à la limitation des mobilisations sociales et à l'affaiblissement supplémentaire des capacités d'organisation collective du monde du travail.

Des conséquences internationales

Mais les effets destructeurs de cette guerre ne se limitent pas à l'Iran et le Liban. L'extension des frappes militaires iraniennes aux pays du sud du Golfe a plongé des milliers de travailleur·ses dans la précarité. En plus des mort·es sous les bombardements, de nombreux travailleur·ses migrant·es – déjà privé·es de droits sociaux et économiques – y ont perdu leur



Trump supervise l'opération « Epic Fury » à Mar-a-Lago, à Palm Beach (Floride), le 28 février 2026. © Maison Blanche / Daniel Torok.

“*La guerre israélienne contre l'Iran vise la neutralisation d'une puissance régionale capable d'influencer un ordre moyen-oriental dominé par l'axe américano-israélien.*”

emploi et ont été abandonnés à leur sort.

À l'échelle mondiale, cette guerre a aggravé la crise énergétique et accéléré l'inflation. La fermeture du détroit d'Ormuz a produit une paralysie majeure.

Cela ne perturbe pas seulement les flux mondiaux de pétrole et de gaz, mais aussi le commerce des produits alimentaires et des engrais. Environ un tiers du commerce mondial de matières premières destinées à l'agriculture transitent par Ormuz. Le Programme alimentaire mondial a averti que si cette situation se poursuivait, jusqu'à 45 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'insécurité alimentaire aiguë. Près des deux tiers de ces personnes se trouvent en Afrique et en Asie, principalement dans les pays les plus pauvres et les plus dépendants, comme le Niger, le Tchad, le Mali, le Soudan, la Somalie ou l'Éthiopie.

Au Nigeria, par exemple, le prix du carburant a augmenté de plus de 60 %, le coût des transports a presque doublé, ce qui a directement provoqué une hausse du prix des denrées alimentaires. Le Programme des Nations unies pour le développement estime que la guerre et la paralysie du passage par Ormuz pour-

raient replonger plus de 30 millions de personnes dans une pauvreté extrême.

La hausse du prix de l'énergie se transmet directement à l'ensemble

de l'économie mondiale. Dans des pays comme l'Inde, la Turquie, l'Égypte, le Pakistan ou le Sri Lanka, les populations subissent déjà la hausse des carburants, l'augmentation du prix des produits alimentaires, l'explosion des coûts de transport et la dévaluation monétaire. Bref, les conséquences de cette guerre appauvrissent profondément la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

Israël et l'Iran : une rivalité régionale

Si l'on veut comprendre les origines du conflit israélo-iranien, il faut d'abord éviter une confusion assez fréquente. Certes, les destructions massives des infrastructures civiles en Iran rappellent ce que l'on voit au Liban, et plus encore à Gaza. On y retrouve la même violence extrême, des bombardements de grande ampleur, la destruction des infrastructures industrielles, médicales, énergétiques,

logistiques, ainsi que des habitations. Mais malgré ces ressemblances dans les formes de destruction et de massacre des populations civiles, la guerre israélienne contre l'Iran n'a pas la même nature politique que celle contre ses pays voisins.

La spécificité du cas iranien

La différence ne tient pas seulement au rôle des États-Unis. Au Liban et en Palestine, les États-Unis n'interviennent pas directement sur le plan militaire. Ils arment, financent, protègent Israël, et le laissent agir selon ses propres objectifs et désirs. Dans le cas iranien, en revanche, l'implication étatsunienne est directe. Ce sont les États-Unis qui fixent le cadre général du conflit, ses priorités, ses limites et son calendrier, tandis qu'Israël agit largement comme un partenaire et relai stratégique.

La différence essentielle est surtout d'ordre politique et historique. Les guerres menées par Israël en Palestine – et particulièrement à Gaza – relèvent d'une logique coloniale et territoriale de longue durée. Il s'agit d'un colonialisme de peuplement : conquête de terres, occupation, extension des frontières, transformation démographique et nettoyage ethnique allant jusqu'au génocide. Au Liban, c'est la logique terri-

toriale-sécuritaire qui opère, notamment dans les zones frontalières.

Une lutte pour l'hégémonie régionale

Dans le cas de l'Iran, il ne s'agit ni d'une guerre coloniale ni d'un projet d'occupation territoriale. L'Iran et Israël n'ont pas de frontière commune et ils ne se disputent pas un territoire. Il s'agit d'une rivalité entre deux puissances régionales concurrentes.

Chacun cherche à empêcher l'autre d'imposer son hégémonie au Moyen-Orient. La domination de l'un se fait nécessairement au détriment de l'autre. La logique du conflit porte donc sur la place de chacun dans l'ordre régional, sur la capacité à définir les règles du jeu politique, sécuritaire et stratégique de la région.

L'objectif principal d'Israël vis-à-vis de l'Iran est donc l'affaiblissement durable – voire la destruction – des capacités d'un rival stratégique.

Cela passe par la destruction massive des infrastructures du pays : non seulement les capacités militaires, mais aussi les infrastructures industrielles, technologiques, scientifiques, logistiques, et même médicales, éducatives et résidentielles. Il s'agit de réduire la puissance structurelle de l'adversaire.

L'Iran, de son côté, utilise également, dans la limite de ses propres capacités militaires, une logique de frappe contre les infrastructures non seulement militaires mais surtout civiles. Là aussi, l'objectif est l'usure de la capacité adverse.

Autrement dit, la guerre israélienne contre l'Iran vise la neutralisation d'une puissance régionale capable d'influencer un ordre moyen-oriental dominé par l'axe américano-israélien. C'est cette place revendiquée par l'Iran dans l'ordre régional qui constitue le fond réel de la confrontation.

La rivalité entre l'Iran et Israël ne peut pas être réduite à une succession de crises militaires ponctuelles. Elle doit être comprise comme une rivalité structurelle multidimensionnelle qui s'enracine dans les transformations géopolitiques de l'après-guerre froide, dans l'effondrement de l'ordre bipolaire et dans les recompositions qui ont suivi au Moyen-Orient.

Dans les années 1980, pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'Iran et Israël ont collaboré : Israël vendait des armements à la République islamique. La destruction de l'Osirak – centrale nucléaire irakienne – aurait été le fruit de la collaboration de leurs services de renseignement militaires.

Depuis sa création, Israël a fondé sa sécurité sur deux piliers : la supériorité militaire permanente et l'alliance stratégique avec des puissances occidentales, en particulier les États-Unis. Sa « raison existentielle » dépend d'un environnement régional où aucun rival ne peut atteindre un niveau de puissance comparable.

À l'inverse, la République islamique d'Iran, a progressivement développé une politique visant à construire une profon-

deur stratégique dans son environnement régional. Cela passe par un réseau d'alliances, d'influences et de relais politiques dans plusieurs pays de la région – ce qu'elle appelle « l'Axe de la Résistance ». Même sans confrontation

directe permanente, on a affaire à une rivalité durable.

Infrastructures, énergie et puissance

Mais cette rivalité ne se limite pas à la dimension militaire ou sécuritaire. Elle possède aussi une dimension économique et géopolitique profonde, souvent moins visible mais tout aussi essentielle.

L'un des domaines les plus importants concerne le contrôle des routes énergétiques et commerciales. Grâce à sa position dans le détroit d'Ormuz, l'Iran occupe une place centrale dans la sécurité énergétique mondiale. Une part décisive du pétrole et du gaz mondial transite par cet espace. Cela donne à l'Iran un levier géopolitique considérable, comme en témoigne son blocage depuis le déclenchement de la guerre.

Israël, de son côté, a renforcé sa position grâce au développement de ses champs gaziers en Méditerranée orientale. Il veut devenir un acteur énergétique régional de premier plan à travers de nouveaux circuits énergétiques entre la Méditerranée, l'Europe et les pays arabes.

Deux espaces géopolitiques distincts mais interdépendants sont ainsi dessinés : d'un côté, le Golfe persique et les routes pétrolières liées à l'influence iranienne ; de l'autre, la Méditerranée orientale et les nouveaux axes énergétiques associés à Israël. L'énergie devient ici un instrument de puissance structurel.

Corridors commerciaux et compétition géopolitique

La même logique existe pour les corridors commerciaux. Ces dernières années, les projets de connexion entre l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe ont acquis une importance géopolitique majeure. Ces routes ne sont pas simplement économiques : elles font partie de la compétition pour devenir les principaux pôles du commerce mondial.

L'Iran cherche à préserver son rôle de pont stratégique entre l'Asie centrale, le Golfe persique, le Caucase et l'Asie occidentale. Un autre exemple, est le corridor international Nord-Sud (INSTC), qui relie l'Inde, l'Iran, la Russie et plus largement l'Europe du Nord. Dans ce système, l'Iran joue un rôle de véritable pont terrestre entre l'océan Indien et la mer Caspienne, puis vers la Russie et l'Europe.

Israël cherche à s'intégrer dans de nouveaux réseaux de transit grâce à sa

“La capacité nucléaire devient un moyen d'imposer sa place dans un environnement international qui refuse de la lui accorder.”



Image FIRMS de la NASA du 19 juin 2025 montrant l'usine d'enrichissement d'uranium de Fordow. L'image du terrain est plus ancienne et n'est pas datée.



Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux et du Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe, à l'occasion du sommet du G20, à New Delhi, le 9 septembre 2023. © Prime Minister's Office (GODL-India), GODL-India

coopération avec plusieurs pays arabes et occidentaux (comme des chaînes logistiques régionales reliant la Méditerranée orientale au Golfe, avec des projets de coopération portuaire, de transport maritime et de connectivité numérique (Accords d'Abraham). Ou le Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (India-Middle East-Europe Economic Corridor, IMEC) qui relierait l'Inde aux ports du Golfe, puis via l'Arabie saoudite et la Jordanie jusqu'aux ports israéliens comme Haïfa, avant d'atteindre l'Europe par la Méditerranée.

La concurrence pour la carte du commerce devient donc une concurrence pour la puissance régionale.

Deux modes d'intégration dans l'économie mondiale

À cela s'ajoute une différence fondamentale : leur mode d'intégration dans l'économie mondiale. Israël est profondément intégré à l'économie occidentale et au système financier international. Il bénéficie pleinement des flux de capitaux, des transferts technologiques, de l'innovation et du commerce mondial.

L'Iran, au contraire, évolue principalement sous un régime de sanctions. Il s'oriente davantage vers des économies non occidentales, du Sud Global, vers des circuits commerciaux parallèles, des réseaux alternatifs de contournement des sanctions. Ce qui constitue en soi un véritable business.

Le conflit ne porte donc pas seulement sur les missiles, la sécurité ou l'influence militaire. Il porte aussi sur la place de chacun dans l'ordre économique global.

Les États-Unis face à l'Iran

La quête iranienne de la puissance régionale

Quand on parle du conflit américano-iranien, il faut d'abord rappeler que la République islamique d'Iran est une puissance régionale capable d'exercer une influence bien au-delà de son espace immédiat. Mais son objectif principal n'est pas seulement d'exister comme puissance autonome. Elle cherche à obtenir une place dominante, reconnue et stable dans la structure régionale de pouvoir, selon ses propres conditions.

Autrement dit, l'État iranien — en tant que représentant du capitalisme iranien — ne se perçoit pas comme une simple puissance périphérique. La bourgeoisie iranienne considère que de la taille de son territoire, sa démographie, sa position géographique, ses ressources naturelles, ses capacités industrielles et sa longue tradition étatique permettent au pays d'occuper une place centrale dans l'ordre régional.

Cette perception ne date pas de la République islamique. Elle existait déjà sous le règne du Shah, quand l'Iran possédait le titre « honorifique » de gendarme de la région. La République islamique n'a pas inventé cette ambition ; elle l'a reformulée

dans un contexte international transformé.

Il s'agit donc d'une logique d'intégration hégémonique. La République islamique d'Iran ne cherche pas nécessairement à renverser l'ordre existant, mais à y être reconnu comme une puissance structurante, sans subordination, et à obtenir la part du lion.

Or, l'accès normalisé à cette position lui reste largement fermé. Parce que sa montée en puissance touche directement plusieurs piliers de l'ordre régional existant : l'architecture sécuritaire des États-Unis au Moyen-Orient, les monarchies alliées des États-Unis, et surtout la centralité d'Israël.

Israël qui bénéficie en effet d'un statut d'exception structurel : une supériorité militaire garantie, une protection étatsunienne et européenne permanente, une intégration privilégiée à l'ordre occidental, ainsi qu'une large tolérance internationale pour ses pratiques de domination colonisatrice, ainsi que les crimes qu'elle commet contre les peuples de la région.

Face à ce verrouillage, l'Iran cherche donc d'autres moyens d'accéder à cette reconnaissance stratégique.

Nucléaire, sanctions et rapport de force

Là où l'Iran du Shah cherchait son ascension à travers une intégration classique au camp occidental — selon un modèle qui pouvait rappeler celui de la Corée du Sud — la République islamique s'oriente davantage vers une logique comparable à celle de l'Inde ou de l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid : elle envisage la puissance nucléaire comme instrument de reconnaissance stratégique. Autrement dit, la capacité nucléaire devient un moyen d'imposer sa place dans un environnement international qui refuse de la lui accorder.

À cela s'ajoute la construction d'une profondeur stratégique régionale à travers ses alliances, souvent désignées sous le nom d'« Axe de la Résistance », ainsi que le développement d'un programme balistique destiné à garantir militairement cette volonté de puissance.

“ La bourgeoisie iranienne considère que la taille de son territoire, sa démographie, sa position géographique, ses ressources naturelles, ses capacités industrielles et sa longue tradition étatique permettent au pays d'occuper une place centrale dans l'ordre régional. ”

Il ne s'agit donc pas seulement de défense, mais d'une stratégie globale d'affirmation d'une puissance.

En parallèle, la crise de l'hégémonie étatsunienne a produit partout un autre effet important : la montée d'autres puissances régionales. Au Moyen-Orient, l'affirmation de la Turquie et de l'Arabie saoudite a multiplié les centres de rivalité, et rendu la compétition pour l'hégémonie régionale encore plus complexe. L'Iran ne fait donc pas face à un seul adversaire, mais à un système régional où plusieurs puissances cherchent simultanément à imposer leur centralité.

Dans ce contexte, la confrontation avec les États-Unis en tant que garant de ce système refusant à la République Islamique d'Iran sa place revendiquée devient à la fois durable et presque inévitable.

Un conflit aux dimensions mondiales

Il s'agit d'un affrontement asymétrique entre une puissance mondiale et une puissance régionale. Mais ses effets dépassent largement le cadre moyen-oriental. La question iranienne touche directement à la crédibilité des alliances étatsuniennes, mais aussi aux rapports entre les États-Unis, la Chine et la Russie. La guerre étatsunienne contre l'Iran n'est donc jamais simplement régionale. Elle affecte l'équilibre global des puissances. Cette dimension mondiale est moins visible dans le conflit israélo-iranien, où Israël combat avant tout un rival stratégique immédiat, un concurrent régional direct.

Pour les États-Unis, en revanche, l'Iran représente autre chose : la possibilité qu'un État régional cherche à s'intégrer dans l'ordre mondial à sa propre manière, par la force. Et c'est précisément cela qui lui pose problème.

Si l'objectif israélien est principalement l'affaiblissement – voire la destruction – de la puissance iranienne, l'objectif étatsunien est un peu différent. Il s'agit moins de détruire totalement la puissance de l'Iran que de la contenir : accepter qu'elle soit influente, mais empêcher qu'elle soit structurante qu'elle soit capable de redéfinir les équilibres régionaux selon ses propres termes.

Dans les deux cas – israélien et étatsunien – cependant, il s'agit bien de neutraliser une capacité de puissance. Les moyens employés par les États-Unis, comme ceux utilisés par l'État israélien, ne se limitent pas à la pression militaire directe. Ils incluent aussi la destruction ou l'affaiblisse-

ment de toutes les capacités de l'Iran, ainsi que la guerre économique permanente à travers les sanctions structurelles.

Les sanctions, ici, ne sont pas simplement des outils de punition. Elles servent à empêcher un État de transformer sa puissance potentielle en puissance réelle.

C'est pourquoi le conflit entre les États-Unis et Israël ne peut pas être compris uniquement comme une crise, par exemple autour de la question nucléaire. Il s'agit d'un affrontement beaucoup plus profond : un conflit sur la hiérarchie régionale, sur l'accès à la puissance, et sur la possibilité, pour une puissance régionale comme l'Iran, de devenir un acteur structurant de l'ordre international sans passer par l'autorisation étatsunienne.

La Chine et la question iranienne

Quand on regarde la question chinoise dans le cadre du conflit autour de l'Iran, il faut partir d'un constat simple : avec la montée en puissance de la Chine et le retour possible de la Russie, l'Iran n'est plus seulement un problème régional. Il devient progressivement un acteur potentiel dans un rééquilibrage plus large du système international.

L'enjeu énergétique

Du point de vue de la Chine, l'Iran est un partenaire géoéconomique important, notamment sur le plan énergétique. La Chine dépend massivement des importations de pétrole et de gaz en provenance du Golfe. Même si les exportations pétrolières iraniennes vers la Chine restent bien inférieures à celles de l'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis, l'Iran demeure un acteur clé de la sécurité énergétique chinoise en raison de sa position stratégique dans le Golfe et le détroit d'Ormuz, passage essentiel des approvisionnements énergétiques chinois.

Certes, le pétrole iranien ne représente qu'environ 12 à 13 % des importations maritimes chinoises de pétrole, même si la Chine absorbe 80 à 90 % des exportations iraniennes, vendues à prix réduit en raison des sanctions. Mais l'importance stratégique de l'Iran pour Pékin tient surtout à son rôle central dans la sécurité des routes énergétiques du Golfe.

La Chine a donc un intérêt direct à éviter aussi bien l'effondrement de l'État iranien – quel qu'il soit, à condition qu'il demeure un partenaire – qu'une domination étatsunienne totale sur cet espace.

Les routes eurasiatiques

Ensuite, il y a la dimension eurasiatique. L'Iran occupe une position géographique centrale entre plusieurs espaces majeurs : le Golfe persique, l'Asie centrale, le Caucase, l'océan Indien et les grands corridors terrestres eurasiens. Dans la logique des « nouvelles routes de la soie », cette position est essentielle. Sans stabilité en Iran, une partie importante de ces connexions devient fragile ou incertaine.

Refus de l'interventionnisme étatsunien

Enfin, il existe une dimension politique et stratégique plus globale. La Chine ne cherche pas forcément à « défendre » la République Islamique en tant que telle, mais elle refuse qu'un changement de régime imposé de l'extérieur, notamment par les États-Unis, devienne une norme internationale. Pour elle, cela reviendrait à renforcer la légitimité de l'interventionnisme étatsunien dans le monde.

Chine, États-Unis et équilibre mondial

Il existe aussi un paradoxe important. Une guerre prolongée contre l'Iran peut, dans certains cas, affaiblir indirectement la position des États-Unis face à la Chine. En effet, un tel conflit consomme des ressources militaires importantes, épuise les stocks, détourne l'attention étatsunienne vers le Moyen-Orient, et réduit sa capacité de concentration sur

“ Pour les États-Unis, il s'agit moins de détruire totalement la puissance de l'Iran que de la contenir. ”

EN SAVOIR PLUS

D'autres informations sur iran-echo.com





la scène indopacifique, notamment face à la question de Taïwan.

Dans cette logique, frapper ou contenir l'Iran peut produire des effets contradictoires : cela peut affaiblir un rival régional, mais aussi, indirectement, renforcer la position stratégique de la Chine.

Au final, la gestion de la question iranienne dépasse largement le cadre moyen-oriental. Elle influence directement l'équilibre entre les États-Unis et la Chine.

En guise de conclusion

En définitive, la guerre contre l'Iran ne peut pas être comprise comme un simple affrontement militaire ponctuel, ni même comme une crise strictement régionale. Elle s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus large de rivalités structurelles qui concernent à la fois la définition de « l'ordre régional » au Moyen-Orient et, au-delà, l'évolution de « l'ordre mondial » contemporain.

Le conflit israélo-iranien exprime d'abord une lutte pour l'hégémonie régionale. Il s'agit d'un affrontement entre deux puissances qui cherchent chacune à empêcher l'autre de devenir le centre organisateur du Moyen-Orient. Dans cette logique, la destruction des infrastructures civiles, industrielles ou scientifiques ne vise pas simplement un objectif militaire immédiat : elle s'inscrit dans une stratégie plus large de neutralisation durable des capacités de puissance d'un rival.

En parallèle, le conflit entre les États-Unis et l'Iran dépasse encore davantage cette dimension régionale. Il oppose une puissance mondiale qui cherche à maintenir un « ordre international » hiérarchisé, à une puissance régionale qui tente d'y accéder selon ses propres conditions. La question iranienne devient ainsi un point où plusieurs dynamiques convergent : la crise de l'hégémonie étatsunienne, la montée de nouvelles puissances régionales comme la Turquie ou l'Arabie saoudite, et l'émergence progressive d'un monde multipolaire marqué par le rôle croissant de la Chine et le retour possible de la Russie.

Dans cette configuration, l'économie n'est pas un domaine séparé de la guerre. Au contraire, les routes énergétiques, les corridors commerciaux, les sanctions, l'accès aux capitaux internationaux et aux technologies deviennent des instruments directs de puissance. La lutte pour la place

de l'Iran dans l'ordre régional est donc aussi une lutte pour sa position dans l'économie mondiale.

Mais arrivons à l'essentiel : au-delà des rivalités entre États, ce sont avant tout la classe ouvrière et les couches laborieuses qui supportent le coût principal de ces conflits. En Iran, au Liban, dans les pays du Golfe, mais aussi en Afrique, en Asie et bien au-delà, la guerre signifie destruction, chômage, inflation, pénurie, répression et précarisation accrue. Les travailleur-ses en sont les premières victimes, perdant leurs emplois, subissant la hausse des prix, étant exposé-es aux violences directes des conflits et voyant leurs capacités d'organisation collective encore davantage réduites dans un contexte de militarisation, de contrôle politique accru et de répression renforcée.

Cette guerre met ainsi en lumière une réalité constante du capitalisme contemporain : les affrontements entre puissances ne sont jamais seulement des jeux géopolitiques abstraits. Ils se traduisent toujours concrètement, par une intensification de l'exploitation sociale et de la misère pour les populations laborieuses. Derrière les discours sur la sécurité, la souveraineté ou la stabilité, ce sont en réalité des rapports de force impérialistes qui redessinent la région au prix de destructions massives et durables.

Comprendre cette guerre implique donc de la replacer dans la logique profonde de la compétition pour la puissance, pour l'hégémonie et pour le contrôle des ressources, tout en gardant au centre une réalité fondamentale : ce sont les peuples, et en premier lieu les travailleur-ses, qui en paient le prix.

Enfin, il faut rappeler que la République islamique d'Iran – et plus largement le capitalisme iranien qu'elle administre – n'est pas une simple victime passive de cette configuration guerrière. Elle en est un acteur à part entière, engagé dans sa propre logique de puissance, de consolidation interne et d'influence régionale.

Sa confrontation avec Israël et les États-Unis ne peut donc pas être réduite à

une simple « résistance » au sens moral ou politique du terme. Il ne s'agit pas uniquement d'une réaction à une injustice extérieure, à une guerre imposée. C'est aussi une politique d'État portée par une classe dirigeante qui réprime sa propre population, instrumentalise les conflits externes pour renforcer sa position externe et son contrôle interne, et cherche, elle aussi, à imposer sa place dans la hiérarchie régionale et mondiale. ■

Le 28 avril 2026

“ *Le conflit israélo-iranien exprime d'abord une lutte pour l'hégémonie régionale. Il s'agit d'un affrontement entre deux puissances qui cherchent chacune à empêcher l'autre de devenir le centre organisateur du Moyen-Orient.* ”



Les ministres chinois et iranien des Affaires étrangères Wang Yi et Javad Zarif après la signature de l'accord de coopération sino-iranien de mars 2021. © Tasnim News Agency, CC BY 4.0

La rébellion bolivienne peut ouvrir la voie

Le gouvernement de Rodrigo Paz est arrivé au pouvoir avec des voix populaires et il les a immédiatement trahies. L'ajustement structurel, l'alignement sur Trump et le démantèlement de l'État plurinational ont déclenché une grève politique de masse qui met en échec sa capacité à gouverner.

Par
Vladimir Mendoza Manjón

Rodrigo Paz a pris les rênes du pouvoir exécutif fin 2025, après avoir remporté le second tour avec 54 % des voix face à Tuto Quiroga, le candidat des classes dominantes et des grands médias. Cette victoire a été rendue possible parce que Paz et son candidat à la vice-présidence ont obtenu l'appui des secteurs populaires qui se portaient auparavant « en bloc » sur le Mouvement vers le socialisme (MAS). Paz est issu d'une tradition qui a pour obsession la quête du pouvoir, ce qui l'a poussé à des postures modérées. Il a pesé chaque formule de campagne pour se démarquer des positions de l'extrême droite et a tenu un discours lié aux préoccupations des classes populaires. Il a manœuvré pour saisir cette occasion exceptionnelle d'accéder au palais présidentiel, le Palacio Quemado, tandis que les masses ouvrières et paysannes l'ont utilisé pour barrer la route à l'extrême droite.

Rodrigo Paz et l'agenda Trump

L'intervention militaire et l'enlèvement du président du Venezuela, l'agression continue contre Cuba, les ingérences à peine dissimulées dans le processus électoral au Honduras et les plans de sauvetage financier accordés à son vassal, le gouvernement argentin, tout cela met le gouvernement nord-américain en position déterminante dans la conjoncture latino-américaine actuelle.

L'intervention de la Maison-Blanche dans la politique bolivienne est de notoriété publique depuis la mi-2025, lorsque furent organisées des réunions entre des organismes financiers internationaux, des représentants du secteur privé, des agents de l'extrême droite et tous les candidats du centre à la droite, notamment Rodrigo Paz,

afin de déterminer le nouveau programme gouvernemental.

À peine investi, Paz a constitué un cabinet composé du personnel néolibéral des partis traditionnels, il a destitué par voie inconstitutionnelle son vice-président (soupçonné d'être sensible aux préoccupations des secteurs populaires), il a pris ses distances vis-à-vis des présidents progressistes de la région et il a rejoint, aux côtés de Milei et Bukele, le club des gouvernements disposés à faire avancer la Stratégie de sécurité nationale de Donald Trump sur le continent.

En décembre, le gouvernement a inauguré son mandat par un Décret suprême (1) qui, outre le lancement d'un *gasolinazo* – une hausse de 100 % du prix des carburants –, instaurait des réformes fiscales régressives et des cessions « express » de ressources naturelles aux transnationales. Un véritable virage de politique économique qui, dans les faits, modifiait des dispositions constitutionnelles.

La Centrale ouvrière bolivienne (COB) a réagi immédiatement et a organisé une mobilisation qui s'est prolongée jusqu'à la mi-janvier 2026, parvenant à dévoiler le contenu antinational du décret scélérat. L'entrée en lutte des communautés paysannes – avec leur méthode de blocage des routes – a finalement fait pencher le rapport de forces en faveur du mouvement populaire, contraignant Rodrigo Paz à annuler son décret, à l'exception de la hausse du prix des carburants.

Après cette défaite politique, la tactique de Paz n'a pas varié d'un iota. Il a redoublé d'efforts pour rassembler les forces disponibles pour consolider son pouvoir. Il a approfondi sa soumission à Trump en signant un mémorandum pour la cession du lithium et des terres rares, en ouvrant les portes aux opérations de la DEA (agence antidrogue étatsunienne), et en s'engageant dans un processus effréné d'endettement afin de garantir la soumission



Vladimir Mendoza Manjón

Vladimir Mendoza Manjón est psychologue et professeur à l'Université Mayor de San Simón, ancien dirigeant de la Fédération des travailleur-ses de l'éducation de Cochabamba. Publié par *Jacobin*.

de l'État à la politique économique exigée par les organismes supraétatiques dépendants de l'impérialisme. Ainsi, en six mois de mandat, le gouvernement a fait passer la dette de 6 à 14 milliards de dollars.

Paz et toute la droite bolivienne ont une confiance aveugle dans le fait que l'alignement absolu sur les États-Unis leur permettra de retrouver la relative stabilité gouvernementale des années 1980 et 1990. Parallèlement, le gouvernement cherche à obtenir une majorité parlementaire en établissant une coalition avec les partis de droite. S'il n'a pas encore réussi à faire voter la moindre réforme significative, il a tout de même réussi à envoyer un signe d'allégeance aux groupes patronaux en faisant adopter la loi 1720. Ce dispositif vise à déposséder les petites propriétés agraires des familles paysannes au profit d'une accumulation accrue par les grands propriétaires terriens.

Tout cela explique en grande partie la rébellion populaire qui secoue actuellement le pays. L'État plurinational de Bolivie, institué en 2009, est avant tout un État qui capte la rente gazière et la redistribue, et dans lequel

1) Le *Decreto Supremo* est un décret signé par le président et l'ensemble du Conseil des ministres.



les peuples indigènes participent à travers une représentation propre dans les institutions. Ce sont ces deux acquis, obtenus au prix de grandes luttes qui ont marqué l'histoire du pays, que le gouvernement Paz cherche à effacer d'un trait de plume.

Crise d'État

La Bolivie a longtemps été connue pour son instabilité politique chronique. Son appareil d'État, loin de jouer un rôle social fédérateur, servait d'instrument à l'un des camps qui se sont constamment opposés. Dans son histoire faite d'insurrections populaires et de coups militaires, seule la période 2005-2019 peut être considérée comme une relative exception. Les conflits n'ont alors pas été le fait des mouvements de masses mais des classes dotées du pouvoir économique et médiatique, autrement dit les minorités possédantes. La stabilité politique a émergé avec la mise en place d'un nouveau régime, l'État plurinational, reposant sur deux piliers essentiels : la participation directe du mouvement indigène-paysan au pouvoir politique et l'élargissement des droits sociaux grâce aux revenus tirés de la rente gazière.

Les élections de 2025 ont porté au pouvoir un gouvernement dont le programme vise à détruire ces deux piliers. La participation indigène a été progressivement remise en cause, y compris lors des dernières élections locales, lors desquelles le candidat du pouvoir a été déclaré « vainqueur » du gouvernorat de La Paz sans second tour. Parallèlement, le programme gouvernemental de Rodrigo Paz porte atteinte à des aspects décisifs de la légitimité étatique : il réduit les projets de développement rural et dégrade rapidement les conditions de vie de la majorité. Dans son ensemble, la gestion gouvernementale constitue une contre-réforme oligarchique et antipopulaire de l'État.

De son côté, la révolte populaire en cours cherche à mettre un coup d'arrêt à l'agenda néolibéral du trumpisme bolivien – c'est de là que vient sa forme, la grève politique de masses. C'est ainsi que Rosa Luxemburg désignait les explosions sociales qui combinent revendications économiques et politiques. Le mot d'ordre « dehors Rodrigo Paz » brandi sur les barrages paysans et dans les mani-

festations ouvrières revendique une sortie politique à la crise par la convocation de nouvelles élections nationales. Il montre aussi le rejet total du programme d'austérité budgétaire et de privatisations du gouvernement.

La demande de démission du président et le rejet du programme économique de la droite sont les deux jambes sur lesquelles marche la mobilisation populaire. Mais les deux ne se situent pas au même niveau. En effet, le rejet de l'agenda néolibéral n'implique pas encore un programme alternatif ancré dans les organisations de masse. Seule une combinaison d'une représentation politique issue des masses et d'un agenda économique de réformes progressistes pourrait, si elle venait à succéder à la droite, rendre viable une alternative politique capable de gouverner.

Perspectives de la rébellion

Les mobilisations populaires ont émergé fin avril et, à ce jour (dernière semaine de mai), elles sont puissantes. Leur pointe avancée est constituée par les barrages routiers, combinés à des flots de manifestant-es qui inondent la ville de La Paz et submergent toute tentative de répression policière et militaire. Ces derniers jours, la lutte s'est étendue au-delà de La Paz pour atteindre les zones rurales d'autres départements comme Potosí, Cochabamba, Chuquisaca et Santa Cruz. À l'heure actuelle, on a dénombré 60 points de blocage, la plupart situés dans l'ouest andin.

Malgré tout, la lutte n'est pas encore assez forte pour abattre le gouvernement Paz et le contraindre à la démission. Sa faiblesse fondamentale est dans les villes. Seul El Alto, la capitale aymara (2), a fourni d'importants contingents issus des quartiers ouvriers et populaires pour faire monter la pression ; les centrales ouvrières et les organisations de quartier d'autres villes importantes, comme Cochabamba et Santa Cruz, ne se sont pas encore jointes au mouvement. La droite réactionnaire s'appuie sur cette faiblesse pour organiser de modestes rassemblements contre les barrages, réclamant au gouvernement une répression sanglante des manifestant-es, et sa voix est amplifiée par son appareil médiatique. Pris en étau entre la pression de l'extrême droite et la lutte populaire, le gouvernement de Rodrigo Paz a manifestement choisi d'attendre l'essoufflement du mouvement des barrages. Il estime que les objectifs radicaux de la mobilisation sociale

“Le gouvernement s'est placé devant un dilemme : satisfaire ceux qui l'ont porté au pouvoir en trahissant l'oligarchie et Trump, ou l'inverse.”

ne pourront être atteints que si la révolte se transforme en ouragan qui balaie tout. Ainsi, dans le cas contraire, les combattant-es devront se replier démoralisés.

Le gouvernement s'accroche à une possibilité : dans des contextes aussi

tendus que celui de la Bolivie, des sauts brusques et imprévisibles peuvent se produire, provoqués par des situations inattendues. Le gouvernement bolivien actuel incarne le meilleur exemple de la faillite du pragmatisme politique : toute sa façon d'agir, depuis la campagne électorale, a mené le gouvernement de Rodrigo Paz dans un champ de ruines. Il se trouve dans l'incapacité de parvenir à des accords qui désamorçeraient la mobilisation sociale, car cela l'obligerait à prendre des engagements fondamentaux, comme renoncer à modifier la Constitution et à privatiser les entreprises et les ressources. La nature profonde du président le conduit en permanence à signer des engagements uniquement pour les piétiner le lendemain : il continuera à détruire en un temps record le peu de crédibilité qui lui reste et s'exposera à nouveau la fureur des barricades. Le gouvernement s'est placé devant un dilemme impossible : satisfaire ceux qui l'ont porté au pouvoir en trahissant l'oligarchie et Trump, ou l'inverse.

Le défi pour le mouvement populaire est de surmonter le développement inégal de sa maturité politique. En son sein coexistent des positions très diverses : des radicaux qui veulent obtenir la démission du président ; ceux qui accepteraient des compromis ; des secteurs qui préfèrent des revendications « économiques » à une mobilisation « politique » et une large frange qui, malgré son mécontentement à l'égard du gouvernement et de la situation du pays, n'a pour l'instant pas l'intention de rejoindre la lutte.

Ce développement inégal se produit dans un contexte de contradictions et de tensions internes au sein des organisations populaires. Surmonter ces tensions pour construire une perspective politique nationale est une tâche incontournable (comme ce fut le cas lors du cycle de luttes de 2000-2005, au cours duquel fut forgé ce qu'on appela le « Programme d'octobre », dont les axes centraux furent la nationalisation du gaz et la convocation d'une Assemblée constituante). Dans cette tâche, le rôle de la gauche et de ses militant-es de terrain est décisif. ■

2) Les Aymaras sont l'un des deux grands peuples autochtones des Andes boliviennes (avec les Quechuas). El Alto est une ville de plus d'un million d'habitants, construite sur l'Altiplano au-dessus de La Paz, à majorité aymara et historiquement le centre de la combativité ouvrière et populaire bolivienne – c'est là que s'est jouée en grande partie la « guerre du gaz » d'octobre 2003 qui a renversé Gonzalo Sánchez de Lozada.

Andalousie : Un pas en avant

Les élections en Andalousie permettent de tirer différentes leçons sur la gauche, ses rapports avec la question nationale et au combat contre la droite et l'extrême droite.

Par
Pablo P. Ganfornina et
Daniel Albarracín

« L'histoire n'a pas de sens philosophique. Mais elle est politiquement intelligible et stratégiquement pensable. Car, dans l'histoire réelle, le vaincu n'a pas forcément tort, et le vainqueur n'a pas nécessairement raison. » Daniel Bensaïd

Le résultat des élections de mai 2026 a constitué une rupture en faisant perdre sa majorité absolue au Parti populaire, qui recule à 53 sièges. Ainsi il en est fini de ce rouleau-compresseur parlementaire. Le PSOE de María Jesús Montero, bien qu'ayant gagné 60 000 voix, enregistre le pire résultat de son histoire, avec 28 sièges. De son côté, la gauche souverainiste (1) d'Adelante Andalucía, dirigée par José Ignacio García, grimpe à 8 députés (400 000 voix), dépassant en importance la coalition Por Andalucía (2), menée par Antonio Maíllo. Celle-ci, bien qu'ayant perdu environ 20 000 électeur·ices, a conservé ses 5 sièges. Il semble clair que la hausse de la participation (+ 8,71 %) à 64,84 %, un chiffre inédit depuis 2015, n'a pas favorisé le dirigeant du PP, Moreno Bonilla. Alors que le bloc de droite PP, Vox et SALF a gagné 163 365 voix (3), le bloc de gauche a, quant à lui, progressé de 271 748 voix.

Est-ce le début d'un changement de dynamique ? Pour tenter d'esquisser une réponse, on ne peut pas se baser uniquement sur les derniers résultats électoraux, il faut analyser l'histoire politique andalouse. En ce sens, partons d'un postulat fondamental : il n'y a pas de victoire électorale sans une victoire sociale et politique préalable. Dans le sud, la droite n'a pas conquis les institutions par hasard en 2018 ; elle l'a fait en remportant d'abord l'hégémonie politique, en déplaçant le débat poli-

tique et en monopolisant l'agenda public bien avant que les urnes ne valident sa victoire. Le véritable baromètre de cette transformation ne se trouvait pas dans les sondages, mais dans la micro-politique du quotidien : dans les conversations sur les lieux de travail, au marché et dans les bars des quartiers populaires. La démobilisation des secteurs traditionnellement positionnés à gauche et l'absence d'un projet enthousiasmant y ont produit une prise de distance politique vis-à-vis des services publics et du bien commun. Alors que la gauche se noyait dans une gestion technocratique ou dans des débats internes stériles, la droite a réussi à imposer son récit, en profitant du vide existentiel politique laissé par la décomposition du projet du PSOE-Andalousie traditionnel.

Cela dit, la perte de la majorité absolue du PP est-elle irréversible ? Quelles sont les limites réelles de la domination de la droite en Andalousie ? Y a-t-il des éléments pour envisager une recomposition à gauche ?

“ Il n'y a pas de victoire électorale sans une victoire sociale et politique préalable. ”

2012 - 2018 : Susana « tout a commencé avec toi »

Comme nous l'expliquions déjà il y a 4 ans (4), en Andalousie en 2018, nous avons observé la rupture d'une « relation (presque) naturelle construite pendant quarante ans. Pour la première fois, l'association entre le peuple (andalou), l'idéologie (de gauche), la classe (travailleuse), le parti (PSOE) et l'administration (Junta) n'allait plus de soi » (5). La Junta a changé de couleur il y a près de 8 ans, mais la gauche avait perdu depuis un moment.

Sans le pouvoir de la Junta, le parti est devenu un « corps sans âme ». Depuis les années 1980, il était presque un spectre, et il est désormais dépourvu des os qui maintenaient ce corps dans les institutions publiques. La perte de la Junta fait éclater au grand jour la crise vitale et la désorien-



Pablo P. Ganfornina

Pablo P. Ganfornina est professeur de géographie et d'histoire au collège et au lycée et militant d'Anticapitalistas et d'Adelante Andalucía.

Cet article a été publié sous le titre « Un Paso Adelante » sur le site de *Viento Sur*. Le titre et d'autres formules jouent sur le fait qu'*adelante*, en espagnol, signifie « en avant ».

tation stratégique du PSOE-A, un processus marqué par trois étapes fondamentales.

1) Souverainiste n'a pas le même sens qu'en France, où il est associé à un nationalisme réactionnaire. Dans le contexte de l'État espagnol et de ses différentes nations, il exprime sans ambiguïté le droit à la souveraineté dans le sens du contrôle des peuples sur leur destin, en opposition à l'État central. On aurait pu choisir comme traduction « autonomiste » ou « nationaliste » mais le terme « souveraineté » nous a paru plus proche de ce que les auteur·ices ont voulu exprimer.

2) En février 2021, Podemos et Izquierda Unida, coalisés depuis 2018 au sein d'Adelante Andalucía, annoncent la fin de ce projet politique et former une nouvelle coalition, baptisée Unidas Podemos pour l'Andalousie. Les partis Más País et Initiative du peuple andalou, ainsi que Andalucía por Sí, indiquent dix mois plus tard avoir l'intention de concourir aux élections andalouses de l'année suivante sous une bannière commune, Andaluces Levantaos. Ces différentes organisations, ainsi que Verdes Equo et Alianza Verde, s'entendent à la fin du mois d'avril 2022 pour constituer une seule alliance, qui prend le nom de « Pour l'Andalousie », Por Andalucía.

3) En 2022, le bloc de droite avait regroupé 1 589 272 voix (PP) + 496 618 voix (VOX) + 121 567 voix (Ciudadanos), soit un total d'environ 2 207 457 voix.

4) « 19J : Commencer à gagner », Pablo P. Ganfornina, 11 juin 2022, *Viento sur*.

5) La Junte d'Andalousie est, en vertu de l'article 24 du statut d'autonomie de 1981 repris dans le statut de 2007, l'institution au travers de laquelle s'organise l'autogouvernement de la communauté autonome d'Andalousie.



Il y a tout d'abord le Pacte de nécessité de 2012 (6). Après avoir été usé par les ERE (7) et le 15M (8), le PSOE s'est tourné vers IU pour survivre. Cela a marqué la fin de son hégémonie. Il y a ensuite le virage libéral de 2015, lorsque Susana Díaz était présidente de la Junta. Le parti a alors rompu avec sa gauche et s'est allié à Ciudadanos. Dans un mouvement autodestructeur sur la question de l'identité territoriale, le PSOE-A a renoncé au concept d'«Andalousie» pour adopter un discours étatiste, à caractère centraliste et nationaliste espagnol, en réaction face au processus indépendantiste catalan, tentant ainsi, sans succès, de conquérir le vote conservateur. Enfin, en 2018, les électeur·ices de gauche se sont massivement abstenus en réaction à la dérive d'un parti qu'ils ne reconnaissaient plus comme le leur. Cela a mis fin à la symbiose entre le parti et l'administration.

“S'ils n'avaient pas été interpellés par ce troisième espace, une partie des électeurs de gauche auraient probablement grossi les rangs de l'abstention.”

2018 - 2022 : la consolidation du bloc de droite

Le Parti populaire andalou a réalisé un bond sans précédent : partant de son score historiquement le plus bas en 2018 (9), il a pris la tête du bloc conservateur en absorbant ses concurrents à droite et en articulant

6) Les auteurs font référence à l'accord de gouvernement de coalition historique conclu en 2012 en Andalousie entre le PSOE-A et Izquierda Unida.

7) Entre 2000 et 2011, la Junta, alors dirigée par le PSOE-A, a mis en place un fonds d'aide de plusieurs centaines de millions d'euros. Ce fonds était théoriquement destiné à aider les entreprises en crise et à financer les préretraites ou les indemnités des travailleur·ses licencié·es. Mais au lieu de cela, le système a été totalement détourné de manière opaque pour créer un réseau clientéliste. Au total, la justice espagnole a estimé le détournement de fonds publics à près de 680 millions d'euros.

8) Le 15M, mouvement des Indignés, est né le 15 mai 2011 pour protester contre la crise économique, la précarité et l'austérité. Occupant les places publiques, il dénonçait la corruption et le système bipartisan sous le slogan «Ils ne nous représentent pas». Ce rassemblement a profondément renouvelé le paysage politique espagnol, menant notamment à la création de Podemos.

9) Moreno Bonilla est arrivé avec les pires résultats du PP en Andalousie, soit 20,75 % et 26 député·es.

10) «Andalucía: Crónica de una muerte anunciada», Pablo P. Ganfornina, 22 juin 2022, *Viento sur*.

11) À l'instar de la «Marca España», il s'agit d'un concept de communication et de marketing territorial visant à attirer les investisseurs.

12) Isabel Natividad Díaz Ayuso est membre du Parti populaire et présidente de la communauté de Madrid depuis août 2019. Elle a pu gouverner Madrid avec l'appui de VOX et partage de nombreuses positions politiques avec lui.

différents profils politiques, ce qui l'a conduit à la conquête de la majorité absolue.

L'opération politique clé a été l'instrumentalisation de Ciudadanos et l'absorption de son électorat après la coalition gouvernementale de 2018 à 2022. Comme nous l'avons expliqué dans «Andalousie: Chronique d'une mort annoncée» (10), Ciudadanos a servi au PP de «levier» pour capter l'électorat modéré du PSOE (qui se sentait encore loin de ce que représentaient le PP). S'appuyant sur sa domination au sein de la coalition en Andalousie, et après avoir évincé Ciudadanos au niveau national, le PP a occupé son espace électoral sans qu'il soit capable de résister.

Rapidement en 2022, l'action du gouvernement néolibéral de Moreno Bonilla a suivi la voie tracée par le PSOE de Susana Díaz : le financement de la santé privée par les deniers publics, les coupes budgétaires et les privatisations dans l'éducation et les autres services publics (pompiers forestiers, urgences, etc.), ainsi que l'idée néolibérale de la «Marca Andalucía» (11), tout cela n'a pas commencé avec l'arrivée du PP à la Junta. Le rappeler n'est pas un parti pris, c'est une nécessité analytique sans laquelle on ne peut pas comprendre la politisation de la société andalouse, qui a subi concrètement des décennies de financement du privé par les politiques publiques.

Dans ces conditions, il faut parler de l'opération de communication du PP andalou. Face à la montée de l'extrême droite, le PP joue sur deux tableaux : il articule en son sein le trumpisme centraliste d'Ayuso (12) et le profil modéré de #Juanma (Juan Manuel Moreno Bonilla, NdT). Son succès est retentissant : VOX (allié à Ayuso, NdT) joue un rôle central en tant que «méchant flic» qui fait passer son allié, le PP, pour le gentil. Son ton modéré désamorce la peur de la droite et démobilise les résistances populaires. Alors, la question qu'il faut se poser est : pourquoi le PP a-t-il perdu la majorité absolue ? On va essayer d'y répondre étape par étape et sous différents angles.

2026 : Le PP perd la majorité absolue et freine VOX. La fête est finie ?

Comme nous l'avons indiqué au début de cet article, la droite a augmenté le nombre de ses voix lors de ces élections.



Daniel Albarracín

Daniel Albarracín est professeur d'économie à l'université de Séville et militant d'Anticapitalistas et d'Adelante Andalucía. Il est également membre du Conseil consultatif de *Viento Sur*.

Comme par magie, le PP (dont la progression est d'environ 146 000 voix) et VOX ont récupéré les voix qui n'avaient pas permis à Ciudadanos d'être représenté en 2022 (121 567, soit 3,29 %).

Il faut toutefois prendre en compte un troisième acteur, invisible, l'organisation libérale très à droite Se Acabó La Fiesta (La fête est finie). Bien qu'elle n'ait pas de représentation parlementaire, les 100 000 voix qu'elle a captées ont contribué à faire perdre la majorité absolue au PP. Une analyse province par province montre que SALF a pu faire perdre au moins 2 députés (Malaga et Séville) au PP, en plus de freiner la progression électorale de VOX.

Le jour du scrutin, on a la possibilité de discuter avec les différent·es assesseur·es et délégué·es de listes, ainsi qu'avec les électeur·trices qui se rendent aux bureaux de vote. Là, souvent, dans un exercice que les anthropologues appellent «observation participante», on obtient des infos très précieuses pour comprendre certaines dynamiques, qui se concrétisent plus ou moins dans les résultats finaux. D'un côté on entend des «je continue à voter PSOE, mais chez moi, cette fois, 4 personnes vont voter pour Adelante» ou des «nous avons voté en couple, l'un pour Por Andalucía et l'autre pour Adelante». De l'autre, des délégué·es du PP racontent comment leur entourage familial partageait ses votes entre le PP, VOX et SALF. On ne parle pas ici de secteurs récemment ralliés à la droite, mais de foyers traditionnellement à droite qui sont traversés par des tensions internes qui s'expriment en famille par un partage des voix entre les différents partis.

En ce sens, pour comprendre ce qui a changé le 17 mai, on ne peut pas se

contenter de regarder l'émergence d'Adelante Andalucía. Il faut aussi observer les querelles au sein du bloc conservateur. En définitive, il s'agit de comprendre comment et jusqu'où s'étend l'hégémonie de la droite en Andalousie, et quelles sont ses marges de manœuvre dans les futures élections.

Heureusement, malgré la frustration et le sentiment d'impuissance dus au manque d'initiative politique pendant la dernière législature, la contestation du gouvernement de Moreno Bonilla par le peuple de gauche n'a cessé de progresser. Le mouvement – pour la santé, le logement, les droits du travail, etc. –, malgré la défaite de bon nombre de ses luttes, gagne en influence dans la société. C'est dans ce contexte que la position de Jose Ignacio García et d'Adelante Andalucía au Parlement andalou prend tout son sens. En 2022, on se demandait si la gauche devait « *rester le maillon faible du social-libéralisme ou s'il était possible de construire une véritable alternative souverainiste* ». Le travail de ces dernières années et le résultat du 17M (jour des élections, NdT) ont commencé à tracer une nouvelle perspective.

17M : le souverainisme de gauche fait perdre le sourire à « Juanma »

Alors que María Jesús Montero (PSOE) et Antonio Maíllo (PCE) ont répondu aux attentes de leurs partis respectifs, témoignant chacun de la capacité de résistance et de la base sociale et militante

“ Il faudra donner des explications plus complexes, en partant des problèmes matériels universels des plus démunis-es. ”



de ces deux espaces politiques, Adelante Andalucía, dirigée par Jose Ignacio García, a rapporté plus de voix que prévu au bloc de gauche, dépassant toutes les prévisions. Avec les avantages et les inconvénients que cela implique. En effet, le peuple andalou s'inquiète de la place de VOX dans la législature et des conséquences possibles sur sa vie. Il faut garder cette inquiétude en tête pour ne pas perdre de vue l'état réel de la société et pour y répondre.

Pour tenter d'expliquer le résultat d'Adelante Andalucía, nous allons aborder 4 facteurs : la probabilité du résultat, la place d'Adelante Andalucía, le nouvel andalousisme et la communication politique.

Premièrement, la victoire prévisible de la droite ouvrait une fenêtre d'opportunité. Dans le contexte d'une possibilité de changement de gouvernement, il y aurait eu plus de pression sur la force émergente, favorisant le mantra antipolitique de l'unité pour l'unité, qui revient comme la peur du loup dans certains secteurs de la gauche. Le scénario de 2026 ouvrait donc des possibilités, et Adelante Andalucía l'a compris dès le début.

Deuxièmement, le positionnement d'Adelante contre le gouvernement de Moreno Bonilla. Même si la droite était usée par l'exercice du pouvoir, au moment de la campagne elle n'était pas en situation de profonde faiblesse. Adelante Andalucía a su, mieux que d'autres forces, capter le rejet des politiques du PP. À notre avis, la raison est l'alliance entre

le PSOE et Por Andalucía pour gérer le pays au niveau de l'État central. Le résultat des élections montre qu'il y a des

milliers d'Andalous-es qui, sans être d'accord avec le gouvernement de Moreno Bonilla, n'applaudissent pas non plus celui présidé par le Président du gouvernement Sánchez, qui est soutenu par plusieurs forces de gauche. En d'autres termes, s'ils n'avaient pas été interpellés par ce troisième espace, indépendant à la fois de la droite au pouvoir en Andalousie et de la gauche au pouvoir à Madrid, une partie des électeurs qui se reconnaissent dans le spectre de la gauche auraient probablement grossi les rangs de l'abstention, comme en 2018 et 2022.

Troisièmement, il faut souligner le « nouvel andalousisme ». Depuis plus de dix ans, on assiste à une renaissance du *blanquiverde*, une identité aux couleurs du drapeau blanc et vert de l'Andalousie, au sein du monde associatif, culturel, des mouvements sociaux, etc. Du féminisme andalou de Mar Gallego (13) au mouvement pour le logement pro *corralas* (14). De la mémoire historique andalouse avec des militantes comme les sœurs Maqueda (15) jusqu'à la prolifération de vulgarisateurs de l'identité andalouse comme notre camarade Antonio Manuel, en passant par des influenceur-ses à l'accent andalou comme Manu Sánchez, Sara Laupers, Juan Amodeo et Sandri ; ou des artistes comme Califato ¾, La Plazuela, Dellafuente... Le fait que l'Andalousie soit le berceau de grands artistes et de nombreuses militant-es n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est qu'au cours des 15 dernières années, on assiste à un regain d'intérêt pour tout ce qui touche à l'identité andalouse, en termes populaires et culturels. Dans un contexte national tumultueux et dans un contexte international en crise, cela a contribué à forger un sentiment d'appartenance, de

13) Mar Gallego est une militante féministe et décoloniale, chercheuse, journaliste et autrice espagnole, dont les écrits font le lien entre théorie, pratique militante et conditions concrètes. Elle notamment l'autrice de *Como vaya yo y lo encuentre: Feminismo andaluz y otras prendas que tú no veías* (Attends que j'y aille et que je le trouve : Féminisme andaluz et autres vêtements que tu ne voyais pas), en référence à une comptine pour enfant – on ne trouve la force des femmes des classes populaires alors qu'on ne la voyait pas.

14) Les *corralas* (aussi *corrales de vecinos* ou *patios de vecinos*) désignent un type d'habitat populaire traditionnel très spécifique, que l'on trouve énormément à Séville, Cadix ou Malaga. Ce sont de grands bâtiments de plain-pied ou de quelques étages, organisé autour d'une grande cour centrale à ciel ouvert, le patio.

15) Les sœurs Maqueda sont des personnages de la culture espagnole que l'on moque comme des vieilles filles de la campagne. Dans son livre, Mar Gallego retourne ce stéréotype pour en faire un symbole de fierté féministe.



fierté, d'estime de soi et donner l'envie de renouer avec notre propre histoire. En définitive, cela a nourri et reconstruit notre conscience d'être un peuple. Dans ces conditions, il ne fallait qu'un peu de temps et d'initiative pour que cette dynamique sociale trouve son écho dans la sphère politique. Alors que d'autres courants politiques se sont contentés d'utiliser l'Andalousie comme outils de marketing, d'autres, depuis l'émergence de Podemos, dessinent une perspective alternative. Celle d'une Andalousie qui existe pour elle-même, pour les peuples et pour l'humanité, grâce au souverainiste.

Quatrièmement, concernant l'importance de la communication, soulignons l'analyse réalisée par la militante Macarena Hernández dans son article «La joie comme brèche : ce qu'Adelante Andalucía a compris» (16).

Sans entrer dans les détails, on peut étudier plusieurs points : le profil de Jose Ignacio (qui a remplacé Teresa Rodríguez), l'appel à la joie et l'exposition médiatique continue de ces dernières années.

Teresa était la victime d'une pression liée à son identité de jeune femme, combative, féministe et, surtout, d'andalousie à l'accent très marqué, ce qui faisait d'elle la cible parfaite de la haine des chroniqueurs et des figures du web. José Ignacio, au contraire, a agi sous un angle plus difficile à attaquer, un privilège de genre et de profil que la campagne a su exploiter à son avantage.

Dans ce contexte, José Ignacio s'est concentré sur des éléments concrets, en lien avec des dynamiques générales et la vie quotidienne, sans tomber dans l'abstraction. En ce sens, le discours que José Ignacio a intelligemment déployé, avec le soutien de son équipe de communication, permet un fort contact avec de nombreux secteurs, délaissant des analyses approfondies qui peuvent créer une distance entre le porte-parole et l'électeur d'aujourd'hui. La clé, donc, sera de donner de la résonance à ces éléments concrets afin de transmettre à l'opinion publique, à moyen terme, des explications

plus complexes, en partant des problèmes matériels universels des plus démunies. C'est en partie de cela que dépendra la capacité d'Adelante à s'imposer comme un acteur alternatif doté d'une base sociale solide à long terme. Ce qui demande aussi de se mobiliser, de participer et de s'organiser dans des assemblées et des mouvements sociaux.

Pour ce qui concerne la «joie», on se souvient d'une réflexion de Miguel Romero (17), qui affirmait que «on ne peut pas faire de la politique sans les sentiments des gens». C'est pourquoi nous nous reconnaissons dans les mots de Macarena Hernández

“L'hypothèse d'Adelante articule la confrontation avec les droites, l'indépendance politique vis-à-vis du PSOE-A, et la définition de l'Andalousie en tant que sujet politique.”

quand elle affirme que «les gens ne votent pas seulement pour des propositions, ils votent aussi pour des cadres émotionnels dans lesquels ils peuvent se reconnaître» (18). Nous sommes des êtres

«sentipensants», on ne sépare pas la pensée des émotions. Dans cette campagne, la joie a été mise en avant et transmise, à la manière de celui qui n'a rien à perdre et qui a beaucoup à gagner.

Enfin, et ce n'est pas le moins important pour nous, on doit souligner que rien de tout cela sert «peu sans visibilité médiatique». De ce point de vue, il faut mettre en valeur le résultat de 2022 et le travail politique accompli au cours de ces quatre années. Les campagnes ont un impact limité, mais sans certaines conditions – de bonnes porte-parole, de bons programmes et de bons discours – elles ne peuvent pas faire de miracles. Car on ne peut pas s'affranchir des conditions sociales et politiques de chaque période.

Qui a voté pour Adelante Andalucía ?

En l'absence d'études post-électorales approfondies, notre hypothèse est qu'Adelante Andalucía a consolidé l'essentiel de son électorat (ces 168 960 voix de 2022), a tiré de l'abstention (essentiellement celle qui est conjoncturelle, 2018 et 2022) beaucoup de personnes qui avaient voté pour les forces du changement lors de la vague des années 2010, et a également rallié de nouveaux électeur-ices.

Ainsi, d'une part, le vote consolidé s'inscrit dans une continuité par rapport à la période précédant la refondation d'Adelante Andalucía en 2021, c'est-à-dire que la plupart des électeur-ices ont suivi le

chemin tracé depuis la convergence de 2018 et se situent dans l'espace politique de la gauche et de l'andalousisme.

D'autre part, notre hypothèse est que la majeure partie des votes issus de l'abstention provient de la remobilisation d'une partie des électeurs de Podemos de 2015 (ces 592 371 voix qui avaient donné 15 députés en Andalousie). Ce profil, qui correspond parfaitement à la position d'opposition adoptée par Adelante Andalucía, correspond à un électeur qui, avant 2015, pouvait soutenir le PSOE ou IU par tradition ou par affinité idéologique, mais qui est mieux informé, moins passif et plus critique pour ce qui concerne tant la situation sociale et politique que les dynamiques internes des partis. Il faut aussi penser à ce secteur de militant-es et d'électeur-ices qui se sont montrés critiques envers la convergence régionale et municipale de 2018 et 2019. Et désormais, dans un contexte d'usure du gouvernement de coalition national, cet électeur-ice a été réactivé-e ponctuellement, ni plus ni moins.

Une analyse plus détaillée mériterait d'être menée sur les phénomènes à l'œuvre dans les provinces où Adelante Andalucía est la mieux implantée, comme c'est le cas de la province de Cadix. Là-bas, les luttes propres au territoire et l'ancienne mairie de Cadix ont pu ouvrir une brèche dans la base de Por Andalucía (en particulier celle d'IU) si l'on en juge par la perte de voix de cette formation par rapport à 2022 (c'est la circonscription où elle perd le plus d'électeur-ices).

Et enfin, sans prendre nos désirs pour la réalité, nous pensons qu'Adelante a été l'une des principales forces attirant de nouveaux électeur-ices et des jeunes, peut-être grâce à son image plus fraîche et moderne.

Compte tenu de tous ces éléments, le résultat d'Adelante peut expliquer l'origine d'au moins 4 des sièges ravis à la droite (Cadix, Cordoue, Malaga et Séville), qui ont privé le PP de sa majorité absolue. Il a également pris deux sièges au PSOE (Huelva et Grenade), non pas parce que celui-ci a perdu des voix, mais parce qu'Adelante a davantage gagné celles d'abstentionnistes et obtenu un bon résultat chez les nouveaux-elles électeur-ices. Por Andalucía, de son côté, a résisté avec un résultat presque intact, les transferts nets de voix étant négligeables.

De nouveaux problèmes, de bons problèmes

La refondation d'Adelante Andalucía en 2021 est une réponse à l'hypothèse

16) 19 mai 2026, *Democrater*.

17) Miguel Romero, dit Moro, est un des fondateurs de *Viento Sur*. Il a été militant de la LCR espagnole, d'Izquierda Unida puis Podemos et Anticapitalistas avant son décès en 2014.

18) Macarena Hernández, op. cit.

faible» (19) d'une gauche qui devrait se subordonner au PSOE. Face à la frustration générée par les gouvernements de coalition qui ne changent rien aux bases matérielles de l'inégalité, Adelante veut construire un sujet politique andalou indépendant posant la question du pouvoir. Son « hypothèse forte » s'articule autour de la confrontation sans concession avec les droites, de l'indépendance politique vis-à-vis du PSOE-A, et de la définition de l'Andalousie en tant que sujet politique, à travers un souverainisme visant à rompre avec son rôle historique de périphérie extractive (20), tout en étant compatible et articulé avec une solidarité de classe et populaire, ouverte et universelle.

Il est maintenant temps de réfléchir à la manière dont l'opposition à la droite va se poursuivre en Andalousie et du rôle que jouera Adelante. Voici quelques questions qu'il faudra se poser : quelle stratégie parlementaire AA va-t-elle suivre et comment va-t-elle la concilier avec un ancrage territorial plus fort là où il est encore insuffisant ? Quelles conditions faut-il mettre à la construction de formes de collaboration avec d'autres forces progressistes ? Comment restaurer la confiance dans la pluralité de l'espace politique de gauche sans tomber dans des accords d'appareil ou des unités de façade ? Qu'en est-il des attentes pour les municipales et les législatives ? Adelante Andalucía va-t-elle rester cantonnée à son fief andalou ou regardera-t-elle plus loin ? Va-t-on se contenter d'une solution territoriale à la Frankenstein ou à la Rufián (21), sans véritable débat

constructif à l'échelle de l'État ? Allons-nous chercher une solution « chacun dans son fief » sans aucun accord programmatique pour la période ? Renonçons-nous à poser des conditions politiques (pas de subordination au PSOE, redistribution des richesses, transition écologique, non à la guerre et au militarisme, rupture des liens avec Israël) pour rendre possible une collaboration dans un rassemblement pluraliste ? Ou bien chercherons-nous des éléments d'un programme commun pour la période, en exigeant de tous les acteurs qu'ils fassent preuve de souplesse pour admettre l'indépendance de chaque partie, avec des solutions électorales de compromis dans des territoires précis, basées sur une articulation d'accords respectant également les divergences ? D'autre part, l'expérience portugaise du Bloco et du PCP est-elle une expérience dont il faut tirer les enseignements et qu'il faut dépasser ?

Toutes ces questions, et bien d'autres encore, n'ont pas de réponse simple et limitée aux débats entre partis. Au contraire, de notre point de vue, ce serait une erreur que le peuple travailleur andalou délègue à Adelante, ou à n'importe quel autre parti, le débat stratégique. Si les luttes sociales, culturelles et politiques ne gagnent pas en influence dans la société andalouse, en s'enracinant et ou en ouvrant des brèches, alors il n'y aura ni victoire électorale ni pouvoir politique qui s'inscrive dans la durée.

Aujourd'hui, le bloc de droite rassemble 2,5 millions d'Andalous-es (soit 805 155 de plus que le PSOE, Adelante Andalucía et Por

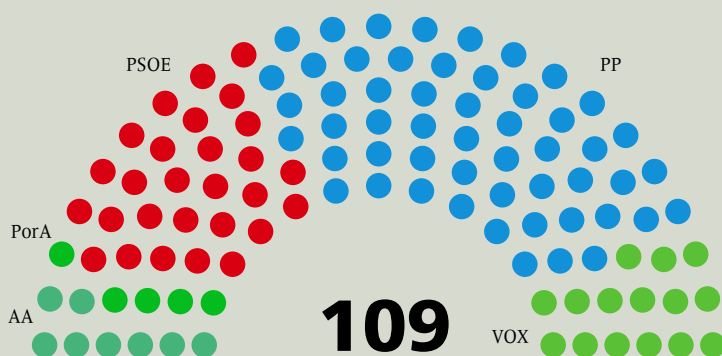
Andalucía) avec une participation d'environ 64 %. Ces chiffres sont inédits depuis 2004 et 2008, au moment où le PSOE-A de Manuel Chaves disposait de la majorité absolue. Avec la différence de taille qu'à l'époque la participation était supérieure de plus de 10 points à celle d'aujourd'hui. La gauche et l'andalousisme ont tiré les bilans de cette expérience, mais la droite

aussi. On ne doit pas prendre nos désirs pour des réalités. Il y a un match à jouer et il faut le disputer. Si on s'y refuse, ou si on répète les mêmes schémas, alors on connaît déjà le résultat. La droite ne lâchera pas le ballon, il faudra lui arracher la victoire avec toute notre joie et toute notre intelligence. Aujourd'hui, nous sommes loin de l'objectif mais, après le 17M, on est plus près d'écrire une page de l'histoire de l'Andalousie pour la prochaine décennie.

En 2011, trois mois avant le déclenchement du 15M, la troupe « Los Currelantes » de Jesús Bienvenido – ce chanteur qui fait tellement peur au PP qu'il veut le censurer –, accompagnée d'un jeune leader de quartier José María González « Kichi » –, a chanté un *pasodoble* (22) dédié à la figure de Marcelino Camacho (23) avec un message clair pour les classes populaires. Aujourd'hui, 15 ans plus tard, on continue à dire la même chose : « Toujours en avant (Adelante) et toujours à gauche... » ■

« Rêvons, mais à la condition de croire sérieusement en notre rêve, d'examiner attentivement la vie réelle, de confronter nos observations avec notre rêve, de réaliser scrupuleusement notre fantaisie ». Lénine

Le 25 mai 2026



Partis	Voix	%	+/-	Sièges	+/-
Parti populaire (PP)	1 735 819	41,60	- 1,51	53	- 5
Parti socialiste ouvrier espagnol d'Andalousie (PSOE-A)	947 713	22,71	- 1,39	28	- 2
Vox	576 635	13,82	+ 0,35	15	+1
Adelante Andalucía (AA)	401 732	9,62	+ 5,04	8	+6
Pour l'Andalousie (PorA)	263 615	6,31	- 1,39	5	=
Se Acabó La Fiesta (SALF)	105 761	2,53	Nv	0	=

19) Dans l'article « 19J: Empezar a ganar », Pablo P. Ganfornina explique la différence entre « l'hypothèse faible » selon laquelle la gauche radicale devrait se situer au plus proche du gouvernement social-libéral, et « l'hypothèse forte » défendue par nos camarades : « une identité andalouse et une indépendance vis-à-vis des politiques socio-libérales. Une proposition qui n'est pas sans obstacles, mais qui, si elle commence à se concrétiser, ouvrira de nouvelles perspectives tant en Andalousie qu'ailleurs ».

20) Les auteurs utilisent ce terme pour définir la nature de l'économie andalouse, fondée sur les ressources touristiques, agro-industrielles, énergétiques et humaines, mais peu industrialisée.

21) L'expression « gouvernement Frankenstein » est une formule très célèbre, inventée par l'ancien leader socialiste Alfredo Pérez Rubalcaba, pour désigner une coalition gouvernementale construite avec des partis complètement différents, voire opposés. Gabriel Rufián est le porte-parole au Parlement espagnol d'Esquerra Republicana de Catalunya, le parti indépendantiste de gauche catalan. Les auteurs dénoncent ici les négociations de couloir, en tête-à-tête entre le pouvoir central à Madrid et la Catalogne. Dans cette configuration, les régions dites « riches » ou dotées d'un fort poids électoral national obtiennent des privilèges fiscaux ou des investissements massifs en échange de leurs votes à Madrid.

22) Le pasodoble est une danse à deux temps, particulièrement importante au Carnaval de Cadix.

23) Fondateur et premier secrétaire général des Commissions ouvrières (1976) et figure du Parti communiste d'Espagne et de la lutte contre le régime de Franco.

Rencontres écosocialistes

Les 7^e rencontres écosocialistes ont eu lieu à Bruxelles, du 15 au 17 mai. Elles ont représenté un vrai succès, avec plus de 250 personnes qui ont participé à ce week-end. Les échanges ont été très riches entre militant·es, et avec la participation d'universitaires, venu·es de trois continents : d'Amérique latine, d'Afrique et d'Europe.



Elles ont permis d'échanger sur de nombreux sujets, sur les mobilisations, initiatives et luttes concrètes, notamment sur les luttes en Équateur, sur la répression contre les défenseurs et défenseuses de l'environnement en Amérique latine. On a également débuté de l'agroécologie et échangé des semences, sur l'impérialisme et la géopolitique avec la participation de camarades d'Ukraine, etc.

Les rencontres se sont conclues par un appel à participer à la mobilisation contre le G7 à Évian en juin et avec la perspective de se retrouver l'année prochaine en Colombie pour une prochaine édition des rencontres, sur le continent latino-américain.

Il y aura également un bilan de ces rencontres de la part de la coordination et, de manière plus large, avec toutes les organisations et les personnes qui ont participé à l'organisation des rencontres. Et aussi pour continuer à renforcer les liens qui ont pu se tisser durant ce week-end, pour continuer à lutter contre l'extractivisme destructeur, contre le capitalisme et l'exploitation et afin de proposer un projet de société émancipateur que nous appelons l'écosocialisme.

Sébastien Brulez est membre de la direction de la IV^e Internationale et de sa section belge, la Gauche Anticapitaliste, et membre du comité organisateur des Rencontres internationales écosocialistes.



Nous avons eu des débats très importants pour le moment actuel auquel nous sommes confrontés – notamment la question de la guerre et tout ce qui touche au fascisme fossile. Des débats ont été consacrés à la question de la reconversion industrielle, un sujet crucial pour réfléchir à ce que nous allons faire de ce que nous ne voulons pas, à savoir les industries polluantes. Nous sommes très heureux·ses de pouvoir contribuer au mouvement écosocialiste international.

Vanessa Dourado est membre d'Attac Argentine et d'Ecosocialistas, un courant interne du PSOL membre de la IV^e Internationale.



Les Rencontres écosocialistes sont passées par Madrid, Bilbao, Lisbonne, Buenos Aires... Le Réseau international des Rencontres écosocialistes est pluriel, il n'appartient à aucune sensibilité politique particulière. Mais il y a un projet commun – et ce projet commun consiste à créer des alternatives écosocialistes plurielles, qui tiennent compte des avancées que vous avez faites, notamment à Belém, sur la question des peuples originaires, des communautés de base, de l'agriculture écologique, etc.

Cette année, on franchit une étape, notamment du côté anglophone, où nous avons quelques faiblesses. Les prochaines se tiendront en Colombie et seront organisées par le Congrès des Peuples. Il y a ensuite des projets pour que les suivantes se tiennent en Écosse ou en Irlande, puis peut-être aux Philippines. Ce serait un pas très important d'aller en Asie, où nous avons peu de contacts.

Juan Tortosa est de solidaritéS (Suisse), à Genève.

